

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DE LA PLANIFICATION DU
DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION
NATIONALE



Programme d'Appui à la Gouvernance

MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE GIHARO



PROVINCE RUTANA

Rutana, septembre 2006

TABLE DES MATIERES

	Pages
ABREVIATION	i
PREFACE	iii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE	2
1.1.SITUATION GEOGRAPHIQUE	2
1.2. ORGANISATION ADMINISTRATIVE	2
1.3.CLIMAT	4
1.4.RELIEF ETHYDROGRAPHIE	4
1.5.FLOREFAUNE	4
1.6. LE SOL	4
CHAPITRE II.: DEMOGRAPHIE	5
2.1. REPARTITION DE LA POPULATION ET DENSITE	5
CHAPITRE III. : AGRICULTURE	7
3.1. SYSTEME CULTURAL	7
3.2.SITUATION ACTUELLE DES CULTURES	8
3.3. FACTEURS DE PRODUCTION	14
3.4. INTERVENANTS	16
3.5. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES	16
CHAPITREIV. : ELEVAGE	17
4.1. CHEPTEL DE LA COMMUNE	17
4.3. INTERVENANTS	20
4.4. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES	20
CHAPITRE V. : PECHE ET PISCICULTURE	21
5.1. INTERVENANTS	21
5.2. CONTRAINTES ET PERSPECTIVES	21
CHAPITRE VI : FORÊTS	22
6.1.BOISEMENT ARTIFICIELS	22
6.2. DEBOISEMENT	22
6.3. PRODUCTION DES PLANTS FORESTIERS ET AGRO FORESTIERS	23

6.4. PRODUCTIONS FORESTIERES	23
6.5. LES INTERVENANTS	23
6.6. CONTRAINTES	23
CHAPITRE VII : INDUSTRIE, ET ARTISANAT	24
7.1.ARTISANAT	24
7.2.CONTRAINTES	25
7.3.PERSPECTIVES	26
CHAPITRE VIII. GEOLOGIE, MINES, MINERAIS ET CARRIERES	27
8.1. FORMATIONS GÉOLOGIQUES	27
8.2. RESERVES MINERALES	27
CHAPITRE IX : ENERGIE	28
9.1. ENERGIE ELECTRIQUE	28
9.2. LES COMBUSTIBLES LIGNEUX	28
CHAPITRE X. : COMMERCE ET SERVICES	29
10.1. COMMERCE	29
10.2. TRANSPORT ET COMMUNICATION	30
10.3. SERVICES	32
10.4. INTERVENANTS	32
10.5. CONTRAINTES	32
CHPITRE XI : .ACTION SOCIALE	33
11.1. ACTION SOCIALE	33
11.2. REINSTALLATION ET REINSERTION	33
11.3.HABITAT	34
11.4. INTERVENANTS	34
11.5. CONTRAINTES	34
CHAPITRE XII : SANTE ET APPROVISIONNEMENT EN EAU	35
12.1. DONNEES EPIDEMIOLOGIQUES	35
12.2. MEDECINE PREVENTIVE	35
12.3.PREVENTION CONTRE VIH/SIDA	36
12.4. LA MEDECINE TRADITIONNELLE	36
12.5. SITUATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES	37
12.6. RESSOURCES HUMAINES	39
12.7. APPROVISIONNEMENT EN EAU	39
12.8. INTERVENANTS	42
12.9. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES	42

CHAPITRE XIII. : EDUCATION	44
13.1.ENSEIGNEMENT FORMEL	44
13.2. ENSEIGNEMENT INFORMEL	47
13.3. INTERVENANTS	47
13.4 CONTRAINTES ET PERSPECTIVES	49
CHAPITRE XIV : JEUNESSE, SPORT ET CULTURE	50
14.1. ENCADREMENT DES JEUNES	50
14.2. SPORT	50
14.3. CULTURE	50
14.4. INTERVENANTS	50
14.5. CONTRAINTES	51
14.6. PERSPECTIVES	51
CHAPITRE XV. : JUSTICE	52
15.1. SERVICES JUDICIAIRES	52
15.2. JUSTICE GRACIEUSE	52
15.3. CONTRAINTES	52
CHAPITRE XVI. : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT	53
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	58
BIBIOGRAPHIE	60
ANNEXES	

ABREVIATIONS

ABEC	: Association Burundaise des Explorateurs du Café
ABP	: Agence Burundaise de Presses
ACRC	: African Community Ressources
AHA	: African Humanisation Action
APP	: Antenne Provinciale du Plan
ASBL	: Association Sans But Lucratif
BCB	: Banque du Crédit du Burundi
BPS	: Bureau Provincial de la Santé
CCU	: Comité Communal des Usagers
CDF	: Centre de Développement Familial
CDS	: Centre de Santé
CFE	: Centre de Formation et de Perfectionnement
CEM	: Centre d'Enseignement des Métiers
CEP	: Centre de Formation et de Perfectionnement
CEPGL	: Communauté Economique de Pays de Grands Lacs
CEPP	: Centre de Formation et de Perfectionnement Professionnel.
CERADER	: Centre de Recherche en Agriculture et Développement Rural
CFA	: Centre de Formation Artisanale
CN	: Centre de Négoce
CNLS	: Conseil National de Lutte contre le Sida.
CNRS	: Commission Nationale des Réhabilitations des Sinistrés.
CNT	: Cadre Nutritionnel Thérapeutique
CPEA	: Création des Centres de Promotion d'Emploi non Agricole
CPF	: Centre de Formation et de perfectionnement Professionnel
CSLP	: Centre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DAGVA	: Direction Générale de la Mobilisation pour l'Auto développement et la Vulgarisation.
DAPA	: Département de l'Aquaculture et de la Pêche Artisanale
DGGM	: Direction Générale de la Géologie et des Mines.
DGHER	: Direction Général de l'Hydraulique et de l'Energie Rural
DPAF	: Direction Provinciale d'Agriculture et d'Elevage
EP	: Ecole Primaire
ES	: Ecole Secondaire
FACARGO	: Faculté d'Agronomie de l'Université du Burundi.
FAO	: Food and Agriculture Organization
FED	: Fonds Européen pour le Développement
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
FNS	: Fonds National pour les Sinistrés
HCB	: Help Channel Burundi
HICR	: Haut Commissariat pour le Réfugie
IMC	: International Medical Corps
INEAC	: Institut National d'Etudes Agronomiques du Congo belge et du Rwanda-Urundi.

INECN	: Institut National pour l'Environnement et la Conservation de la Nature
IRAZ	: Institut de Recherche Agronomique et Zootechnique
IRC	: International Ressources Community
ISABU	: Institut de Sciences Agronomiques du Burundi
LC	: Locaux Empreints
LL	: Locaux Loués
LP	: Locaux Propre
LVA	: Association des Volontaires Laïcs
MEP	: Micro Entreprise Piscicole
MFP	: Ministère de la Fonction Public
MPDRN	: Ministère de la Planification de Développement et Reconstruction Nationale
MRAC	: Musée Royal pour l'Afrique Centrale
MST	: Maladies Sexuellement Transmissibles
OCB	: Organisations de Communauté à la Base
OCHA	: Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OCIBU	: Office des cafés du Burundi
OIPC	: Officier de l'Inspection des Provinces et Communes
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
ONATEL	: Office National de Télécommunication
OP	: Organisations de Production
OTB	: Office Théicole du Burundi
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PEA	: Projet Eaux et Assainissement
PEV	: Programme Elargi de Vaccination
PJP	: Police Judiciaire de Parquets
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PRASAP	: Projet à la Réhabilitation et d'Appui au Secteur Agricole du Burundi
PREBU	: Projet de Relance Economique du Burundi
PVVS	: Personnes Vivant avec le VIH/SIDA
RC	: Route Communale
RCE	: Régie Communales des Eaux
RDC	: République Démocratique du Congo
RN	: Route Nationale
RNP	: Route Nationale Provinciale
RP	: Route Provinciale
SE	: Salle Empreinte
SIDA	: Syndrome d'Immuno Diffiscience Acquises
SODECO	: Société de Démarchage et de Commercialisation
SOGESTAL	: Société de Gestion des Stations de Lavage
SOSUMO	: Société Sucrière du Moso
SPPL	: Sous Programme Planification Locale
TPO	: Transcultural Psychosocial Organisation
UNICEF	: Fonds de Nations Unies pour l'enfance

PREFACE

La Monographie de la commune est l'initiative du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale (MPDRN) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Elle est élaborée pour mettre à la disposition de ses partenaires des informations spécifiques à la commune pour guider leurs interventions en matière de développement socio-économique de ladite commune.

En effet, cette monographie décrit, sur base des données tirées de la banque des données provinciale informatisée, la situation de référence de la commune : description physique, organisation administrative, situation actuelle des différents secteurs...

La démarche méthodologique appliquée pour l'élaboration de la banque des données et de la monographie a été fondée sur l'approche participative qui a impliqué, à toutes les étapes de leurs réalisations, environ 80 personnes ressources. Ces étapes concernent la conception des fiches de collecte de données, la collecte des données proprement dite, le dépouillement et le traitement des données, les travaux d'analyse, la consolidation, la validation et la rédaction définitive.

Aussi, le Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale voudrait-il, au terme de ce travail, adresser sa profonde gratitude à toutes les personnes physiques ou morales qui ont contribué à l'effort de réalisation de cette monographie, l'aboutissement de plusieurs centaines de pages manuscrites, très souvent reprises, raturées ou refaites dans le seul souci de formuler le meilleur diagnostic possible, sur la problématique du développement de la commune.

Le MPDRN remercie singulièrement tous les Ministères impliqués pour la mise à sa disposition de l'expertise de leurs cadres dont l'apport a été fort apprécié.

A l'Administrateur communal, aux techniciens communaux et des zones, aux responsables des projets et ONGs, aux différents experts, auteurs de cette monographie, il présente ses félicitations et tient à exprimer ses respects pour le travail accompli, cela dans un esprit de totale abnégation.

Le MPDRN exprime également sa gratitude au PNUD pour son assistance financière et logistique sans laquelle la matérialisation de ce travail n'aurait été qu'une utopie.

A toutes les personnes ressources de terrain qui ont accepté le sacrifice de se soumettre à d'interminables interviews parfois fastidieuses, au remplissage des fiches de collecte de données et questionnaires souvent compliqués à tous les services qui ont permis l'accès facile à leurs sources d'informations, le MPDRN apprécie à sa juste valeur leurs contributions.

Enfin, le MPDRN reconnaît, que malgré un gros effort de clarification et de mise à jour des données recueillies ainsi que leurs sources, il subsiste des limites quant à leur fiabilité totale. De ce fait, il sollicite la contribution de tous dans les prochaines actualisations de la banque des données informatisée et de la monographie communale afin qu'elles deviennent progressivement des sources d'informations de plus en plus fiables et ainsi faciliter le suivi des indicateurs d'exécution des différents instruments de planification tel que le CSLP.

En attendant, ces produits permettront prochainement la mise en place du plan local de développement afin de répondre aux préoccupations de la population de la commune.

**LE MINISTRE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA
RECONSTRUCTION NATIONALE**


Madame Marie-Goreth NIZIGAMA

INTRODUCTION

La présente étude a pour but de dresser un état des lieux et de situer le niveau de développement des secteurs tant économiques que sociaux atteint par la Commune.

Inscrite d'abord dans le mandat du Projet d'Appui à la Planification Locale (PPL) et ensuite dans celui du Sous Programme Planification Locale (SPPL) du Programme d'Appui à la Gouvernance du PNUD, cette étude contient nombre de données susceptibles d'aider les planificateurs à mieux cerner et circonscrire leurs recherches pour une meilleure orientation du Gouvernement et autres décideurs dans leur prise de décisions pour un développement durable et harmonieux de tous les secteurs.

L'approche méthodologique utilisée pour la collecte des données reposait sur les enquêtes de terrain, les diverses publications de différents ministères ainsi que des services, organismes et entreprises intervenant de près ou de loin dans les secteurs précités, les rapports des services provinciaux et les interviews effectuées sur terrain, ... Aussi, un bon nombre de ces données doit-il être considéré comme des simples ordres de grandeur. Il s'agit particulièrement des données sur la démographie, l'agriculture, l'élevage, ...

Bien que réalisée dans un environnement professionnel très difficile, cette monographie constitue un outil important pour l'élaboration et la mise en place d'un « Plan de Développement communal »; cadre dans lequel devront évoluer les structures tant nationales qu'internationales impliquées dans le développement de façon à intégrer toutes les composantes du milieu en tenant compte des potentialités biophysiques locales et des caractéristiques sociales des populations concernées.

La présente monographie comporte seize chapitres répartis comme indiqués dans la table des matières.

Enfin, le lecteur est prévenu que cette monographie est une œuvre humaine et que le MPDRN attend les suggestions en vue d'apporter des améliorations aux futures éditions qui seront réalisées dans les prochaines années.

CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE

1.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

La Commune Giharo a une superficie de 585,86 km², soit 30% de la superficie de la province et 2,10% de celle du pays. Son chef-lieu est Kabingo dans la zone de Butezi. Elle est limitée :

- au Nord par les Communes Nyabitsinda et Kinyinya de la Province Ruyigi ;
- au Sud par la Commune de Bukemba où se jette la rivière Malagarazi et au nord – Est se trouve la rivière Rumpungwe ;
- à l'Est par la République Unie de la Tanzanie ;
- à l'Ouest par la Commune Mpinga-Kayove, spécialement la chaîne de Nkoma.

1.2. ORGANISATION ADMINISTRATIVE

La commune de Giharo est subdivisée en 4 zones de 31 collines de recensement

Tableau 1.1 : Découpage administratif de la commune

Commune	Zones	Collines de recensement
Giharo	Butezi	1.Buhogo 2. Butezi 3.Kabingo 4.Kibimba 5. Mutwana 6. Mwebeya 7. Ruranga 8.Shasha
	Giharo	9. Bayaga 10. Bukeno 11.Giharo 12.Gitanga 13. Kanyererwe 14. Kigunda 15. Mura 16. Musenyi 17. Nkurye
	Gakungu	18. Gakungu 19. Mugombwa 20. Murembera 21. Murara 22. Ngomante 23. Nyabakara 24. Nyamateke
	Muzye	25. Buyaga 26. Nkanka 27. Gatonga 28 Shembe 29. Murehe 23.Muzye 31.Nyembuye
Total	4	31

Source : Découpage administratif du Burundi/MININTER/UPP/
IFES/USAID/Décembre 2005

Carte n°1 : Carte du découpage administratif



1.3. CLIMAT

La commune Giharo s'étend dans son ensemble sur une région naturelle du Moso. Le climat est du type tropical tempéré.

Le régime pluviométrique de 1175mm dans le Moso en temps normal, fait apparaître une saison sèche de quatre mois et une saison des pluies d'octobre en avril avec un maximum en avril et un minimum en janvier. Les températures varient de 14-28°C au cours de l'année.

1.4. RELIEF ET HYDROGRAPHIE

Le relief est accidenté avec une altitude de 1260m. La région du Moso est drainée par la rivière Malagarazi et quatre de ses affluents.

1.5. FLORE ET FAUNE

La végétation de la savane est constituée en plus abondant par *Hymenocardia acida*, *Parinari curatellifolia*, ainsi que de graminées comme *Loudetia simplex*, des fougères, des sélaginelles et des champignons dont des espèces comestibles.

Dans la forêt galerie, on y trouve plus particulièrement *Newtonia buchananii*, *Syzygium cordatum* et *Afromomum sanguineus*.

Les espèces faunistiques les plus caractéristiques sont le cercopithèque (Grivet), les petits mammifères, les reptiles dont les serpents, ainsi qu'une abondante avifaune dont *onychognathus morio*, *Musophage rossae*, *Motacilla capensis*, *Bostrychia hagadash*, *Lophaetus occipitalis*.

Parmi les ophidiens rencontrés, on citera notamment *Dendroaspis jamesoni*, *Bitis gabonica* et *Naja nigricollis*. Les insectes sont représentés par les termites, les criquets, libellules et diverses espèces de papillons.

1.6. LES SOLS

Les principaux matériaux constituant les sols sont des schistes et schisto-quartzites, des roches basiques, des roches basiques, calcaires dolomitiques et grès quartzitiques. Les versants escarpés sont en général très érodé et leurs sols peu épais. Sur les replats et versants à faible pente, bien drainés, les sols sont généralement profonds mais souvent dénaturés. Les fonds de vallées et les formations alluviales caractérisées par un drainage défectueux ont une tendance tourbeuse. Aucune terre ne peut être estimée comme hautement apte à l'exploitation agricole : une vocation plutôt agro-pastorale dans le Moso.

CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE

La commune Giharo couvrant une superficie de 585,86 km², regroupait en 1990 lors du dernier recensement général, une population de 41362 habitants. Dans les années passées, un effort particulier a été entrepris par des chercheurs, organismes d'appui ou services gouvernementaux pour approfondir la connaissance sur les structures de cette population. Les données de base se composent des résultats des statistiques officielles, qui sont des estimations faites d'année en année.

2.1. REPARTITION DE LA POPULATION ET DENSITE

La densité de la population joue un rôle essentiel dès qu'il s'agit de l'implantation des équipements ou l'augmentation du degré de desserte des infrastructures. Le découpage en zones de différentes densités en fonction de la répartition spatiale ne permettra pas seulement de mieux évaluer les aspects démographiques, également de mettre en valeur les capacités d'accueil de cette province. Elles sont fonctions des terres disponibles ou des différentes intensités d'occupations.

La population de la commune Giharo est estimée à 61597 habitants en 2005, soit 21,11% de la population la province Rutana et 0,80% de celle du pays. La densité est de 105 hab/km². La population de la commune est composée en majorité par des jeunes de moins de 25 ans qui représentent 65% de sa population. (cfr. tableau 2.1).

Tableau 2.1 : Population par tranches d'âges et par sexe en 2005 de la commune

Groupes D'âges	Sexe		
	Hommes	Femmes	Total
0-4	7903	7266	15169
5-9	4886	5115	10001
10-14	2847	2969	5816
15-19	2010	2156	4166
20-24	1803	2762	4565
25-29	2318	2971	5289
30-34	1977	2324	4301
35-39	1634	1678	3312
40-44	1017	1033	2050
45-49	725	752	1477
50-54	600	683	1283
55-59	414	549	963
60-64	571	560	1131
65-69	314	310	624
70-74	331	262	593
75-79	167	149	316
80 +	343	198	541
Total	29860	31737	61597

Source : MININTER/UPP/ Avril 2006

Le tableau 2.2 indique la projection de la population de la commune. En 2010, cette population sera de 71223 habitants, soit 8,76% de la population provinciale.

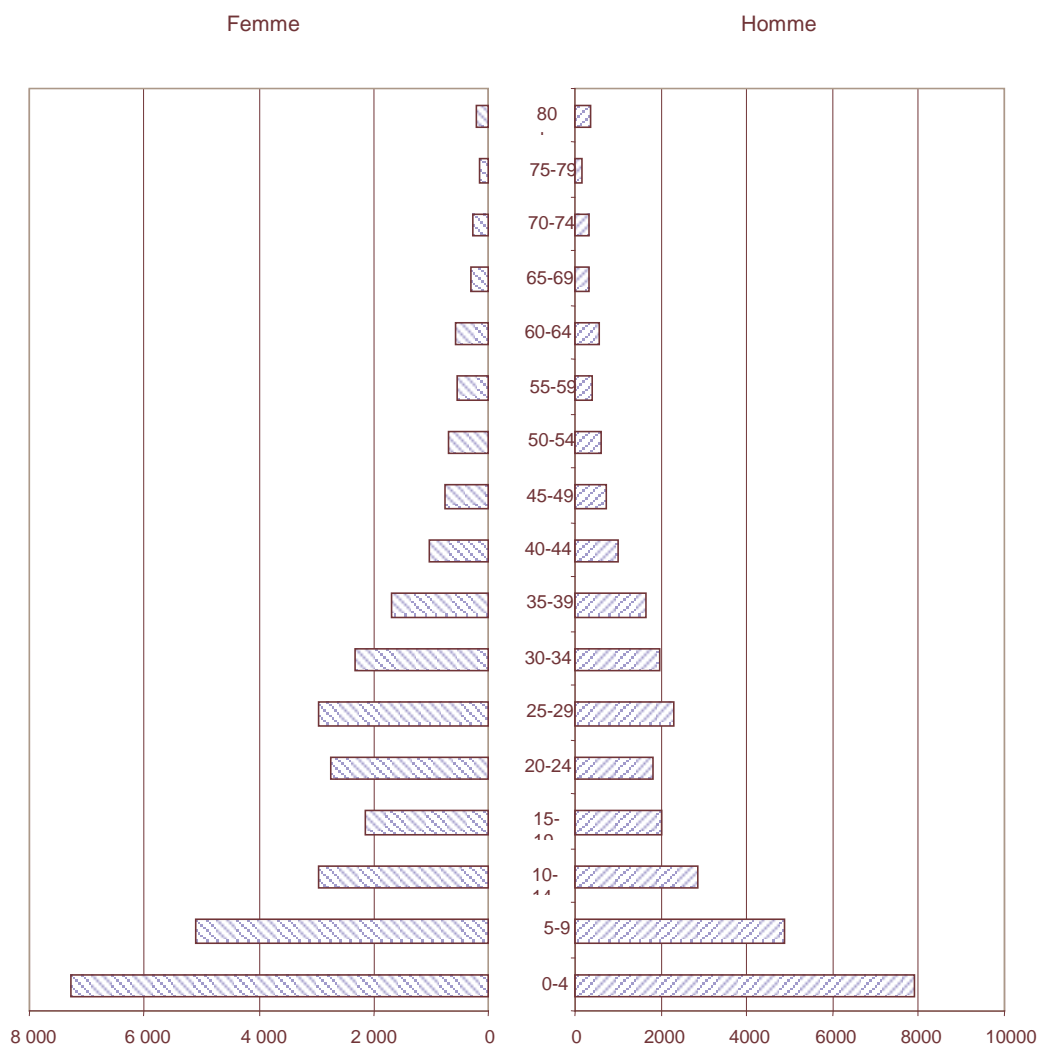
La population sera augmentée de 9626 personnes soit 15,6%.

Tableau 2.2 : Projection de l'évolution de la population de la commune

Année	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Communes								
GIHARO	58108	59822	61597	63404	65274	67200	69182	71223
Total province	275120	283236	291707	300194	309050	318167	327553	337215

Source : MININTER/UPP/Avril 2006

Figure n°1 : Pyramide des âges de la population de la commune en 2005



CHAPITRE III : AGRICULTURE

L'agriculture dans la commune Giharo constitue la principale activité qui occupe plus de 90% de la population. Cependant, elle ne suffit pas à assurer l'autosuffisance des conditions de vie descente à une majorité de la population. Ceci explique l'exode rural massif de jeunes actifs ruraux.

Faute d'une étude particulière, il est difficile aujourd'hui d'évaluer l'intensité d'occupation des terres dans la commune. Une telle étude dans l'avenir permettra d'analyser plus profondément les potentialités réelles en cette matière afin de mieux appréhender le terroir agricole de la province.

Le système foncier est étroitement lié aux structures sociales familiales (lignage). Le droit d'usage est simplement concédé aux héritiers masculins en raison de la pression démographique, de la continuité des terres et de l'importance des aménagements pour la mise en valeur. Le faire-valoir est direct.

Cette agriculture est traditionnelle itinérante sur brûlis. Les exploitations sont familiales et sont d'une superficie moyennes de 100ares.

Soumise aux aléas climatiques, les rendements restent faibles malgré l'utilisation des fertilisants et des produits phytosanitaires.

3.1. SYSTEME CULTURAL

Le système cultural dans la commune est traditionnel. La saison culturale commence en début de la saison des pluies. Deux saisons culturales se succèdent : la première, « Agatasi » correspond à la petite saison des pluies et va d'octobre à janvier. La seconde, « Impeshi » correspond à la grande saison des pluies et va de février à juin.

Les jachères varient selon l'importance de la propriété et leur durée diminue face à la pression démographique.

En fin août les paysans préparent soigneusement leurs champs. Les arbustes sont coupés à la serpette, à la hache, les tiges sèches de maïs, du sorgho et de manioc sont brûlées. Les paysans fument leurs champs s'ils disposent du fumier. Puis vient le labour à la houe dès la première pluie. Ensuite les paysans sèment. Le manioc est planté en association avec le haricot et le maïs; le haricot est récolté à partir de janvier, le maïs en mars-avril. Quant au manioc, il reste en terre 1,5-2 ans sur le champ, la récolte se faisant en fonction des besoins.

A partir de février, la grande saison des pluies annonce le second cycle de semences en haricot, sorgho, patate douce, arachide, pois éleusine. Les récoltes se terminent en juin, juste avant la saison sèche (morte saison) appelée « Ici ». Mais pour faire face aux problèmes de soudure qui se font souvent sentir, les paysans pratiquent en marais une culture de patates douces, haricot, maïs, cultures maraîchères semées en juillet et récoltées en début octobre, qui permet d'assurer la transition avec les productions de l'année suivante.

3.2. SITUATION ACTUELLE DES CULTURES

Les cultures cultivées dans la commune sont les cultures vivrières, cultures de rente (industrielles), les cultures maraîchères et les cultures fruitières.

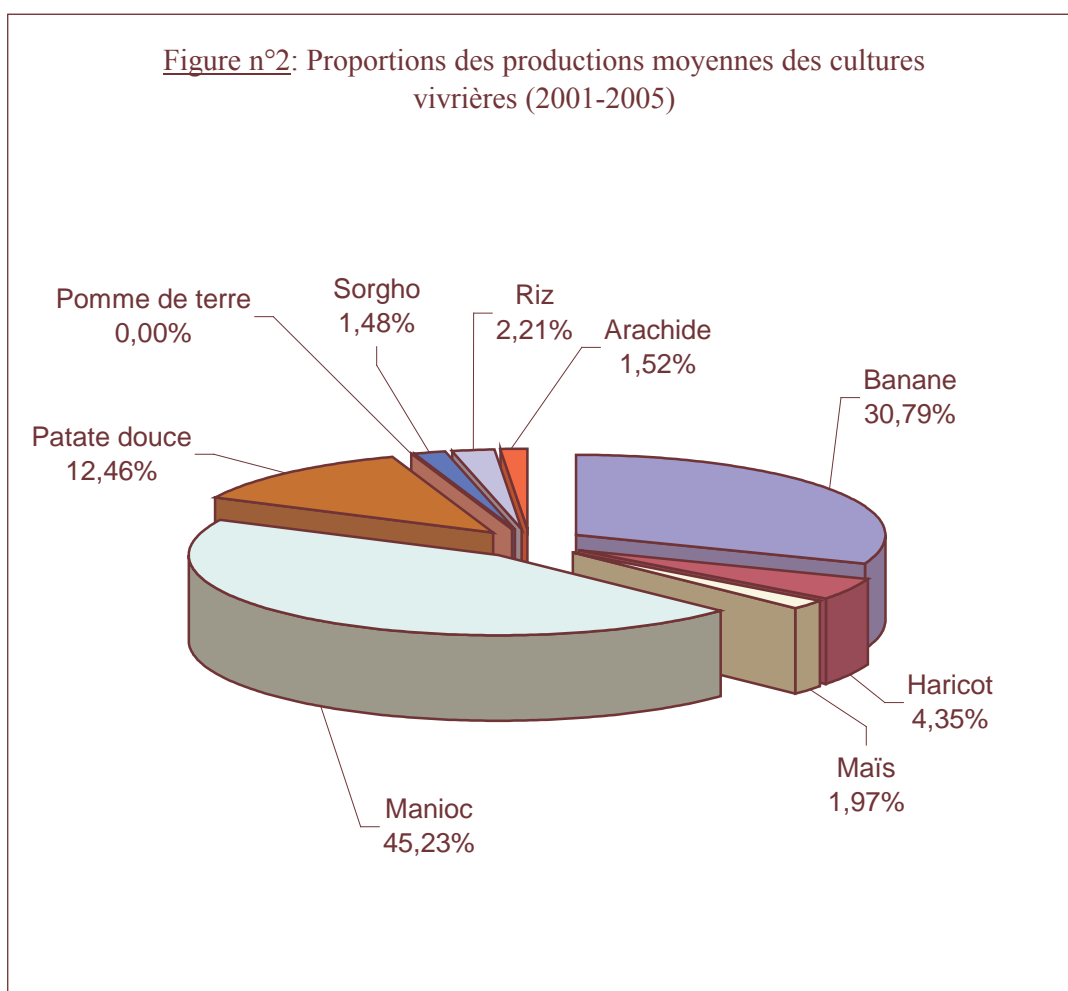
3.2.1. Cultures vivrières

Les principales cultures vivrières de la commune Giharo sont : la banane, le haricot , le manioc, la patate douce, le maïs, le sorgho l'arachide et le riz.

Les cultures comme maïs, l'arachide et le sorgho sont cultivées à petite échelle.

La pratique culturale est de type traditionnel, assurée en grande partie par les femmes avec une prédominance de cultures en associations.

Les informations analysées, sont des estimations dans la commune validées par la DPAE.



3.2.1.1. Manioc

Le manioc est cultivé dans toutes les collines de la commune. Les plantations se font à plusieurs reprises au cours de l'année et les récoltes après deux ans se déroulent aussi toute l'année, à mesure des besoins. Le champ sert de grenier.

Le manioc est l'aliment de base de la population. Il est consommé sous forme de pâte « bugali », sous forme de tubercules épluchés bouillis ou cuits sous cendre et les feuilles sous forme de légume « isombe».

Sa production moyenne est évaluée à 61.687 tonnes, soit 45% de la production vivrière de la commune. Le manioc occupe la première place des vivriers de la commune.

3.2.1.2. Le bananier

Le bananier est planté simplement par bouturage en octobre-novembre et l'entretien se fait en fin de grande saison sèche. La récolte a lieu toute l'année, mais diminue en morte saison et en début de la petite saison des pluies. Cette plante joue un rôle très important car elle produit, outre les bananes plantains et les bananes fruits, les bananes à bière « urwarwa » très prisées dans la commune. Sa production moyenne est estimée à 42.000 tonnes, soit 31% des productions vivrières de la commune. Le bananier est la deuxième culture vivrière de par sa production dans la commune.

3.2.1.3. Patate douce

Les tubercules de patate douce ne sont pas très appréciés dans l'alimentation. La patate douce est cultivée dans toutes les collines de la commune. Elle est cultivée dans les marais. Une partie de la récolte est vendue par les paysans sur les marchés de la commune et de la province.

La production de la patate douce moyenne est estimée à 16.991 tonnes et vient en troisième position parmi les cultures vivrières.

3.2.1.4. Le Haricot

Cette légumineuse est utilisée dans tous les repas des populations de la commune. Le haricot est une source importante de protéines végétales aux ménages. Sa production moyenne dans la commune est estimée à 5.927 tonnes. Le haricot est toujours semé toutes les saisons, la première saison en association avec le maïs. Cette culture occupe la quatrième place des cultures de la commune.

3.2.1.5. Le Riz

Le riz est beaucoup cultivé dans la commune de Giharo dans les marais et quelques fois dans les montagnes. Il constitue une source de revenu de la population. Une partie de la récolte est consommée par la population et une autre vendue pour satisfaire à d'autres besoins comme l'habillement, les soins de santé et les frais scolaires.

Cette culture occupe la cinquième place et la production moyenne est évaluée à 3012 tonnes.

3.2.1.6. Le Maïs

Le maïs est cultivé en association avec le haricot pendant la première saison culturale. Sa production est estimée à 530 tonnes en 2005 dans la commune. Une grande partie de la production est destinée à l'autoconsommation et l'autre partie à la vente. La culture du maïs comparée à d'autres cultures vient sixième position. La population de la commune Giharo n'aime pas la pâte de maïs et préfère manger le maïs grillé.

3.2.1.7. L'Arachide

La production de l'arachide moyenne est estimée à 2074 tonnes dans la commune. Une grande partie de la production est vendue aux commerçants grossistes qui les vendent à leur tour dans la ville de Bujumbura. L'arachide vient en huitième position des productions annuelles des autres cultures

3.2.1.8. Le Sorgho

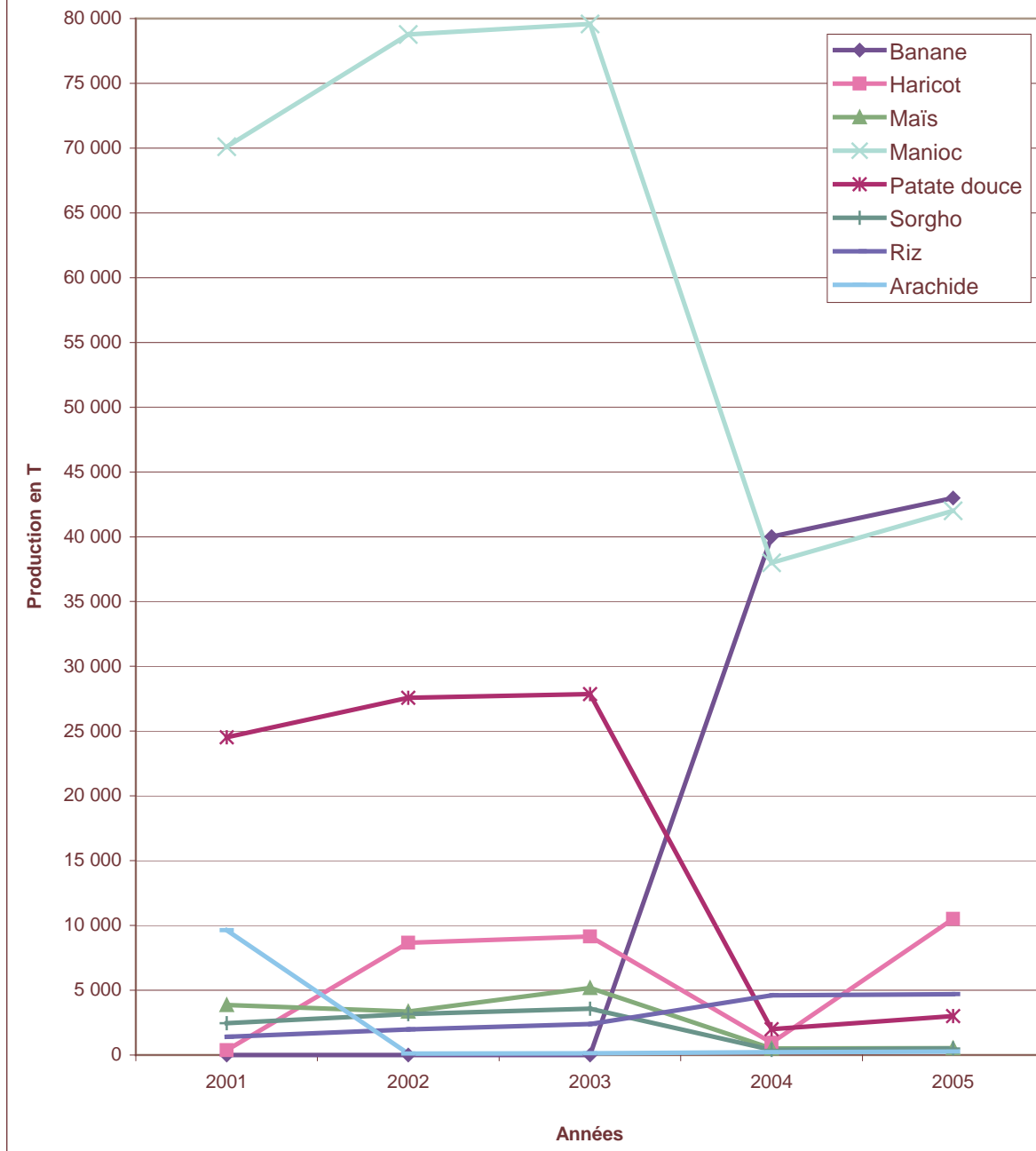
Le sorgho est cultivé individuellement par les ménages dans la commune et constitue une source de revenu des populations. La population ne fabrique pas la bière locale mais préfère vendre les grains de sorgho aux commerçants qui les vendent à leur tour dans la commune de Mugamba La culture du sorgho occupe septième place dans la production des cultures vivrières. Sa production moyenne est estimée à 2.017 tonnes.

Tableau 3.1 : Evolution des différentes spéculations agricoles 2001-2005 en tonnes.

Années \ Cultures	2001	2002	2003	2004	2005	Prod. Moyenne en tonne	Prop. %
Banane	-	-	-	40.000	43.000	42.000	31
Haricot	372	8.664	9.151	950	10.500	5.927	4
Maïs	3.855	3.348	5.172	500	530	2.681	2
Manioc	70.096	78.765	79.576	38.000	42.000	61.687	45
Patate douce	24.534	27.567	27.852	2000	3.000	16.991	12
Pomme de terre	-	-	-	0	5	3	0
Sorgho	2.453	3.151	3.580	400	500	2.017	1
Riz	1.402	1.969	2.387	4.600	4.700	3.012	2
Arachide	9.638	119	141	210	260	2.074	2
Total	-	-	-	86.660	104.495	136.392	100

Source : DPAE/Rutana/ Mars 2006

Graphique n°1: Proportions d'évolutions des cultures vivrières



3.2.2. Cultures de rente

Les cultures industrielles rencontrées dans la communes Giharo sont le coton et le café qui est cultivé sur cinq collines seulement : Kanyererwe, Bayaga, Musenyi, Muzye et Nyembuye. Le tabac quant lui est cultivé sur de petits lopins de terre autour des habitations. En deux mille cinq, la quantité de coton produite dans la commune était estimée à 255 tonnes.

3.2.2.1. Le cotonnier

Le coton est la principale culture industrielle de la commune Giharo. Cette culture est pratiquée dans la commune de Giharo par plusieurs paysans dans leurs exploitations agricoles. La COGERCO Rutana assure l'encadrement et le suivi des activités d'entretien et de vente de la production. Les intrants agricoles du coton sont fournis à la population par la COGERCO sous forme de crédit.

La comme à l'instar de la province, se trouve dans la région de production du Moso. Le tableau suivant donne l'évolution des superficies emblavées et des productions du coton de 2002 à 2005 dans la commune. Les superficies emblavées dans la commune représentent 50,50% et la production 54% dans la province. La commune Giharo est la première productrice de coton dans la province.

Tableau 3.2 : Evolution des superficies emblavées, des productions et rendements des plantations villageoises de 2002 à 2005.

Communes	Année				Moyenne annuelle	%	Rang
	2002	2003	2004	2005			
Giharo							
Superficie emblavée (ha)	210	283	439	354	321,5	50,5	1 ^{er}
Production en T	184	265	395	255	275	54	1 ^{er}
Rendement en kg/ha	876,2	936,4	899,7	-	856,03	-	1 ^{er}
Total Province Rutana	1270,2	1484,4	2.862,1	609	1452,53	104,5	
Superficie emblavée (ha)	361	575	866	746	637	14	3^{ème}
Production en T	298	500	763	471	508	13	4^{ème}
Rendement Kg/ha	825,5	869,6	881	631,4	797,5		4^{ème}

Source : COGERCO : Rapports annuels 2002, 2003, 2004 et 2005.

3.2.2.2. Le Tabac

La culture du tabac n'est pas beaucoup pratiquée dans la commune de Giharo. Quelques paysans pratiquent cette culture sur de petits lopins de terre autours de leur maison. Ils vendent ainsi leurs productions sur les marchés de la commune. Les plantations de tabac sont des petites exploitations familiales. Sa production est estimée à 2 tonnes en 2005.

3.2.3. Cultures fruitières

Les plantations fruitières dans la commune sont les orangers, les citronniers, les papayers, les avocatiers et les manguiers.

Selon la DPAE/Rutana, la production des mangues occupait la première place en 2005 3900 tonnes. L'avocatier vient en deuxième position avec une production de 420 tonnes. (cfr. Tableau 3.3).

Les plantations fruitières sont de petites exploitations familiales non loin des habitations. La grande partie des productions fruitières est vendue par les paysans.

Tableau 3.3 : Production Fruitière en 2005

Cultures fruitières	Superficies (ha)	Production (Tonnes)
Orangers	275	4
Citronniers	100	1,5
Avocatiers	21000	420
Papayers	1000	10
Manguiers	26000	3900
Mandariniers	50	0,5

Source : DPAE/Rutana/Mars 2006

3.4. Cultures maraîchères

Les maraîchères cultivées dans la commune sont : tomate, oignon, choux, carotte, aubergine, es épinards, les salades et les carottes.

Le tableau ci-dessous indique les superficies et les productions des différentes cultures maraîchères dans la commune. Les cultures maraîchères procurent à chaque famille paysanne des entrées d'argent ; car presque toutes les productions sont commercialisées.

Tableau 3.4 : Production maraîchère en 2005

Cultures maraîchères	Superficie (ha)	Production (Tonnes)
Tomates	10	60
Oignons	5	100
Choux	8	80
Aubergines	10	150
Carottes	0,5	5
Epinards	0,2	2
Salades	0,2	2

Source : DPAE/Rutana/Mars 2006

3.3. FACTEURS DE PRODUCTION

Les facteurs de productions sont : la terre, la main d'œuvre et les intrants agricoles (Semences améliorées, les fertilisants/engrais, produits phytosanitaires.....).

3.3.1. Disponibilité des terres

La commune Giharo dispose de 19 marais d'une superficie totale de 6881 ha dont 84 ha sont aménagés traditionnellement par des paysans pour des cultures de la saison morte. (cfr. tableau 3.5)

Tableau 3.5 : Situation des marais dans la commune

Nom du marais	Superficie totale (ha)	Superficie aménageable (ha)	Superficie aménagée (ha)
1. Nyamikungu	170	120	84
2. Gihindyé	48	48	-
3. Kiriba	18	18	-
4. Nyagafunzo	242	242	-
5. Munyundo	148	148	-
6. Gifurwe	19	19	-
7. Mpanda	148	148	-
8. Kibuye	155	155	-
9. Mucankende	30	30	-
10. Mukarye	925	925	-
11. Nkanka	34	34	-
12. Buhagara	57	57	-
13. Buhumbi	68	68	-
14. Mukinwa	237	237	-
15. Mwongo+Nyakabanga	735	735	-
16. Muzibanzira	65	65	-
17. Malagarazi	3600	3600	-
18. Munenge	82	82	-
19. Nyamabuye	100	100	-
Total	6.881	6.881	84

Source : D.P.A.E./Rutana/Mars 2006

3.3.2. Main-d'œuvre

La main d'œuvre varie selon le mode d'exploitation.

Le mode familial utilise la main d'œuvre familial, y compris celle des enfants. Les plus jeunes enfants gardent les troupeaux ou protègent semailles et les contrôlent contre les oiseaux. L'homme s'occupe de défricher, de houer, de construire et d'entretenir l'habitation. Il vaque à l'entretien des vaches, lorsque la famille possède. La femme fait une partie des houages, sème, sarcle et récolte.

La main-d'œuvre salariée est le second mode d'exploitation. Cette pratique a lieu lors des activités intenses surtout au début de la première saison culturale où une famille engage un maï d'œuvre soit local ou venu d'ailleurs pour l'aider à terminer les travaux champêtres à temps.

3.3.3. Intrants agricoles

Les intrants agricoles sont : les semences, les fertilisants et produits phytosanitaires

3.3.3.1. Les semences améliorées

Les paysans prélèvent leurs semences et les boutures sur les récoltes faites, qu'ils conservent jusqu'à la nouvelle saison culturale. Les paysans cultivent isolement et ne n'ont le sens associatif. Ils n'ont de semences sélectionnées et, se heurtent aux aléas climatiques qui parfois ne sont pas favorables aux développements de leurs cultures. Cet état de faits entraîne une réduction des récoltes et la population parfois ne trouve pas des semences pour la culture prochaine et a faim.

3.3.3.2. Les fertilisants et les produits phytosanitaires

Les engrais et les produits phytosanitaires sont peu utilisés sur les cultures vivrières, car l'approvisionnement reste difficile.

Par contre, les paysans agriculteurs utilisent ces produits pour la culture du riz, le coton et du café.

3.3.3.3. Equipements et Outils agricoles

L'outillage reste rudimentaire et très varié. Il se caractérise par l'absence des machines et de la traction animale. Avant les semailles, les champs sont préparés, les arbustes sont abattus à la hache, à la serpette (umuhoro) ou à la machette (umupanga. Le labour se fait à la houe importée (iposhoro. La houe reste l'outil de base. Le transport des produits agricoles se fait avec des paniers ou des sacs (ibiseke ou imifuko).

3.3.3.4. Encadrement techniques et vulgarisation agricole

L'encadrement technique des paysans agriculteurs et la vulgarisation agricole sont assurés par un agronome communal qui supervise des vulgarisateurs agricoles au niveau de chaque colline. L'agronome communal dispose d'un moyen de déplacement, une moto. Ce moyen de déplacement constitue un outil pour l'encadrement technique et la vulgarisation agricole pour des visites dans les collines de la commune.

3.3.3.5. Financement agricole

Les paysans agriculteurs financent eux-mêmes leurs activités agricoles et bénéficient également des appuis extérieurs :

- la D.P.A.E. Rutana accorde des semences et des intrants agricoles aux paysannats sous forme de crédit remboursable par une partie des récoltes ;

- des organismes Internationaux et ONGs interviennent par des dons ou subventions en semences et autres intrants ;
- l'évaluation du financement formel du secteur agricole indique que les intervenants ci-dessous sont les principales sources de financement de la commune.

Il s'agit de :

- la FAO, les ONGs et les projets qui interviennent par des dons ou subventions en semences et autres intrants.

3.4. INTERVENANTS

Organisation	Lieu d'intervention	Baillleurs	Interventions	Bénéficiaires
DPAE	Giharo	IDA/FEM	PRASAB	Rapatriés, déplacés, OPs, OCBs
DPAE	Giharo	FAO	HCB	Vulnérables
DPAE	Giharo	Coopération Allemande	GTZ/PSAP	Vulnérables
DPAE	Giharo	HCR	GTZ/BMZ	Rapatriés, déplacés et autres vulnérables
DPAE	Giharo	FAO	FAO	Population

3.5. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES

3.5.1. Contraintes

- manque de semences de qualité ;
- manque d'intrants agricoles ;
- encadrement soumis aux contraintes physiques (climat capricieux), structurelles (organisation inadaptée, démotivation du personnel), financières ;
- maladies ;
- conjoncture internationale des prix défavorable ;
- désengagement de la population dans la culture du coton et l'entretien du caféier.

3.5.2 Potentialités

- existence des terres fertiles ;
- gamme variée de spéculations agricoles ;
- main d'œuvre abondante et laborieuse ;
- faible densité de population offrant des espaces de culture ;
- une demande toujours croissante en produits agricoles ;
- retour de la paix avec possibilité de retour des financements .

3.5.3 PERSPECTIVES

- varier les spéculations en orientant la recherche vers des cultures oléagineuses ;
- former/recycler l'agronome communal ;
- promouvoir l'octroi facile des crédits agricoles ;
- organiser les agriculteurs en coopératives autour des productions.

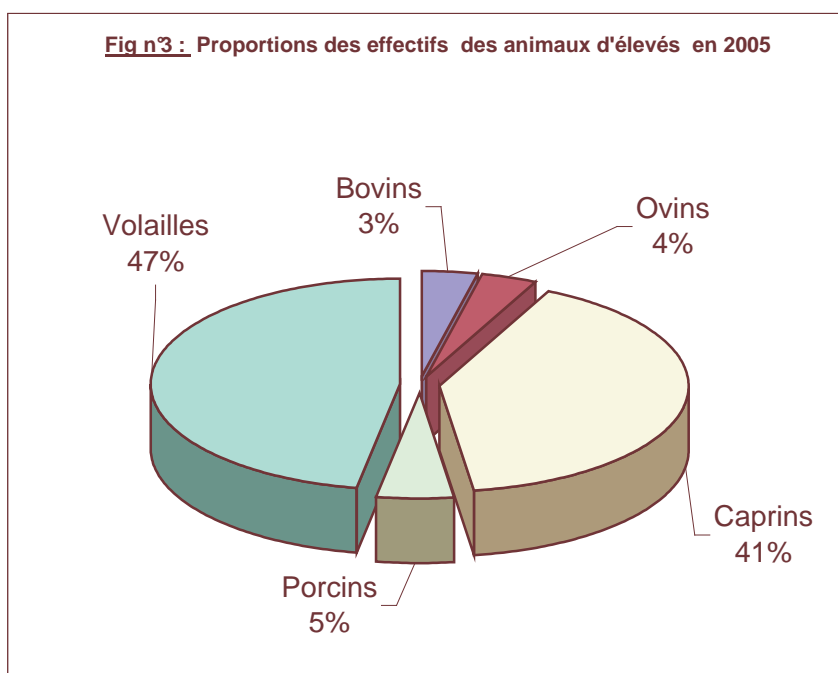
CHAPITRE IV : ELEVAGE

L'élevage dans la commune Giharo, tout comme dans la province Rutana, est sans doute une affaire de prestige conférant un certain rang social ; car son rôle économique est faible.

Les pratiques pastorales sont traditionnelles. Le matin, après la traite chaque éleveur conduit ses bêtes aux pâturages. La garde des troupeaux est assurée par les éleveurs eux-mêmes ou par leurs enfants ou aussi par des personnes payées mensuellement pour l'activité de garder les troupeaux.

4.1. CHEPTEL DE LA COMMUNE

Le cheptel de commune est composé de Bovins, d'Ovins, de Caprins, de Porcins et de Volailles. . Le tableau 4.1 indique l'évolution des effectifs des espèces animales de 2001 à 2005 dans la commune. Ces informations sont des estimations dans la commune validées par la D.P.A.E.



4.1.1. Cheptel bovin

Il est l'un des plus importants dans la commune, tant par le nombre que par les implications socioculturelles. Le cheptel bovin compte 559 têtes sans race améliorée. Cet élevage est davantage tourné vers la production laitière pour l'autoconsommation que vers la production bouchère. La fumure organique issue de l'élevage n'est pas beaucoup utilisée par la population de la commune. La commune de Giharo occupe la dernière place dans l'élevage du bovin soit 3,9% du total de bovins au niveau provincial. Le cheptel bovin a connu une chute de 20% entre 2001 et 2005.

4.1.2. Ovins

Les ovins sont de petite taille résultant du croisement entre le mouton guinéen et le mouton barbarin à grosse queue. Ils ne fournissent pas du lait. Le cheptel ovin est évalué à 597 têtes. Ce cheptel a augmenté de 46% de 2001 à 2005.

4.1.3. Caprins

Les caprins s'apparentent à ceux de la région sahélienne et sont aussi de petite taille. L'effectif des caprins est estimé à 6.520 têtes dans la commune. Il a accru de 43% entre 2001 et 2005.

4.1.4. Porcins

Le cheptel porcin de la commune est composé de 812 têtes de race locale élevé dans différents ménages de la commune. Cet élevage reste faible et s'accroît lentement dans la commune, malgré une croissance de 101% de 2001 à 2005 et pourtant il est facile par sa rusticité, une alimentation à faible frais (utilisation des déchets domestiques) et les revenus monétaires qu'il procure.

4.1.5. Volailles

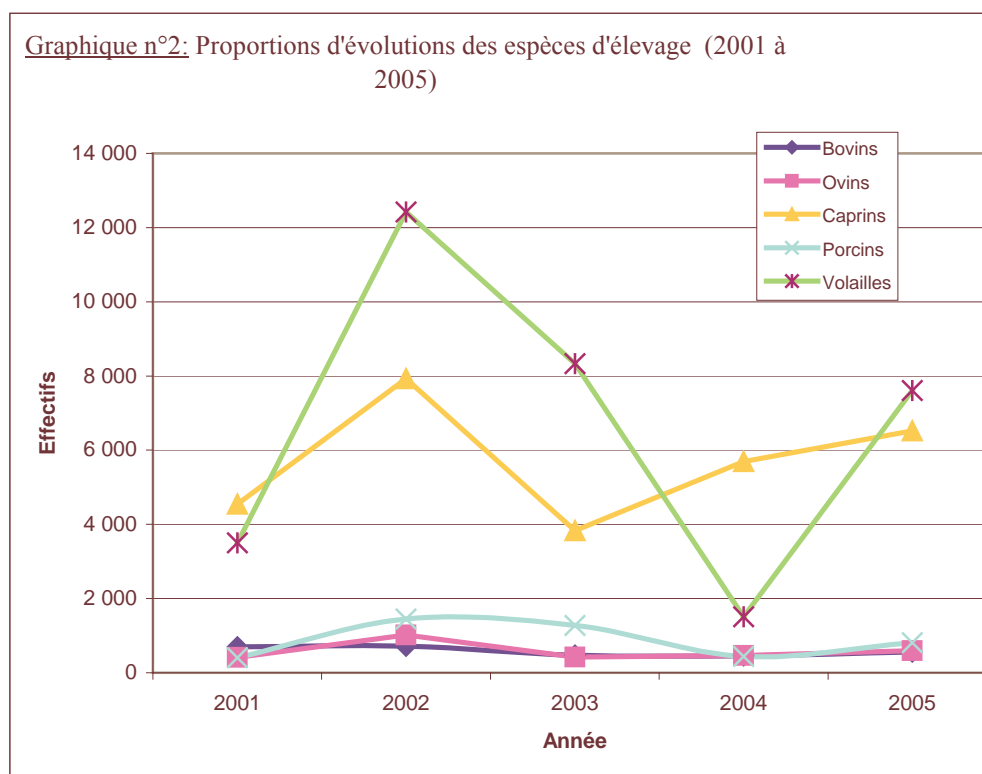
Les volailles ne font pas l'objet d'un véritable élevage, elles sont libres autour des habitations où elles trouvent l'essentiel de leur nourriture. Toutefois, pendant la période du feuillage et de floraison du haricot, elles restent enfermées ou attachées à la corde ou bien sont vendues pour s'écarter des dégâts qu'elles peuvent causer dans leurs champs ou dans les champs des voisins.

Les volailles sont estimées à 7606 têtes dans la commune. Elles sont toutes de race locale. Leur effectif a accru de 117% ces cinq dernières années.

Tableau 4.1: Evolution des espèces animales (2001-2005)

Années \ Espèces	2001	2002	2003	2004	2005	Ecart	Prop. %
Bovins	700	720	478	461	559	- 141	20
Ovins	410	1.020	422	468	597	187	46
Caprins	4.550	7.926	3.830	5.689	6.520	1.970	43
Porcins	404	1.446	1.278	437	812	408	101
Volailles	3.504	12.422	8.330	1.509	7.606	4.102	117

Source : DPAE/Rutana/Mars 2006



Les infrastructures d'appui au secteur dans la commune sont :

- les couloirs d'aspersion de Kibimba et de Muzye publiques en mauvais état et
- dont les activités ont été interrompues ;
- absence de pharmacie vétérinaire dans la commune;
- aire d'abattage public de Butezi avec des infrastructures en bon état.

Il n'existe pas un seul marché de vente des animaux d'élevage dans la commune. Ces animaux sont vendus au marché de Mpinga-Kayove ou de Rutana. Le gros bétail est vendu aux bouchers comme cela est le cas dans la province de Rutana. La vente des animaux entre les éleveurs de n'importe quel animal se fait dans la commune pour élevage.

Dans cette commune, il n'existe pas des unités de production des aliments du bétail.

4.3. INTERVENANTS

Les intervenants dans le secteur de l'agriculture dans la commune sont la DPAE et la Banque Mondiale.

4.4. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES

4.4.1. Contraintes

- les mouches très abondantes ;
- manque d'encadrement ;
- terres non favorables à la culture des fourragers car il y a beaucoup de termites ;
- les pâturages sèchent très vite pendant la saison sèche.

4.4.2. Potentialités

- climat favorable à l'élevage ;
- existence des pâturages ;
- maîtrise du système d'élevage par les paysans éleveurs.

4.4.3. Perspectives

- relancer l'encadrement ;
- introduire les infrastructures d'élevage ;
- promouvoir les cultures fourragères résistantes aux termites;
- vulgariser et multiplier les pharmacies vétérinaires.

CHAPITRE V : PÊCHE ET PISCICULTURE

La pêche n'est pas pratiquée dans la commune. D'après les informations recueillies à la DPAE de Rutana. La pisciculture est pratiquée dans quatre étangs piscicoles depuis 2001. Ce nombre n'a pas changé et la superficie moyenne d'un étang est de 400m² et sa production moyenne annuelle est de 58kg. Ces étangs sont empoisonnés de Tilapia. Cette production piscicole est entièrement destinée à l'autoconsommation.

5.1. INTERVENANTS

L'Etat est le seul intervenant dans la commune.

5.2. CONTRAINTES ET PERSPECTIVES

5.2.1. Contraintes

- manque de service d'encadrement piscicole (sensibilisation, suivi évaluation) ;
- méconnaissances des techniques piscicoles ;
- Une certaine réticence à l'espèce cultivée, le Tilapia qui est considéré comme le plus épineux ;
- manque des alevins appropriés pour l'empoisonnement ;
- facteurs de production insuffisants ;
- manque de financement.

5.2.2. Perspectives

- implanter dans la province, un service technique chargé de la pisciculture ;
- promouvoir les initiatives individuelles en matière de pisciculture ;
- former les paysans en les techniques piscicoles ;
- produire les alevins appropriés pour l'empoisonnement ;
- promouvoir le micro crédit pour les pisciculteurs.

CHAPITRE VI : FORÊTS

Il n'existe pas de forêts naturelles dans la commune de Giharo. Mais on trouve des boisements artificiels.

6.1. LES BOISEMENTS ARTIFICIELS

Les boisements artificiels dans la commune appartiennent à l'Etat et à la collectivité (commune) de superficie respective de 150 ha et 28,5 ha.

Les variétés plantées sont essentiellement l'Eucalyptus (Umukaratusi) et le pinus, callitris et grevelia.

6.2 . DEBOISEMENT

Le comportement de la population de la commune envers la forêt reste toujours inquiétant. On assiste à actuellement une diminution de la surface boisée due à une forte pression de l'homme sur la forêt.

La conséquence de la pression démographique sur le niveau de vie est grande : faible production vivrière et misère des revenus monétaires. Il faut ajouter à cela les méfaits de la fluctuation des cours mondiaux du café, du thé, du coton et la dégradation des termes de l'échange : baisse du cours des produits tropicaux et hausse de celui les produits manufacturés importés, qui accable chaque jour davantage le situation des paysans. Face à cette situation les paysans ont cherché à diversifier les sources de revenus monétaires. Une des solutions a été la fabrication du charbon de bois utilisé par plus de 90% des ménages du pays. Ainsi les actifs ruraux se sont mis à abattre les arbres pour fabriquer ce combustible en vue d'augmenter leurs revenus monétaires. Aussi l'urbanisation des grands centres et la modernisation de l'habitat dans la commune, ont-ils accru les besoins en bois d'œuvre pour la construction des maisons et autres bâtiments.

La pratique en saison sèche des feux de brousse souvent abusivement, entraîne l'appauvrissement des sols et les livre à une intense érosion.

La forêt disparaît lentement au profit des terres de cultures, de la satisfaction des besoins énergétiques, en bois d'œuvre, économiques et de pâturage.

Si la destruction de la forêt livre de nouvelles terres et satisfait les besoins des populations en produits de forestiers, elle compromet dangereusement l'équilibre naturel de la commune.

La forêt entretient aussi l'humidité et la pluviométrie, la commune étant déboisée abusivement, est durement frappée par la sécheresse depuis quelques années avec comme conséquences la baisse de la production agricole et la famine

La déforestation est un véritable problème d'environnement dans la commune. Le reboisement des terres menacées est indispensable.

6.3. PRODUCTION DES PLANTS FORESTIERS ET AGRO-FORESTIERS

Les groupements de pépiniéristes produisent des jeunes plants qu'ils plantent sur des collines avoisinantes dénudées.

Selon le Service de l'Environnement de Rutana, ces groupements ont produit 3.456 jeunes plants en 2005.

6.4. PRODUCTIONS FORESTIERES

Les produits de forêt dans la commune, sont le bois d'œuvre (planches), le charbon, et le bois de chauffe. Les données statistiques sur les quantités de ces produits n'existent pas.

6.5. LES INTERVENANTS

Outre, l'Etat, le secteur de la forêt est appuyé par deux autres intervenants en l'occurrence la Banque Mondiale et la GTZ.

6.6. Contraintes

Les contraintes dans le secteur de divers ordres :

- la faible capacité institutionnelle en matière de gestion et d'aménagement des forêts ainsi que la défaillance au niveau de la coordination intersectorielle ;
- le manque de personnel et de moyens matériels et financiers fait que les services forestiers n'arrivent pas à effectuer les tâches opérationnelles qui les incombent ;
- la non structuration de la filière bois ainsi que le manque de professionnalisme en la matière ;
- la non disponibilité des semences pour les pépiniéristes.
- absence de suivi régulier ;
- déboisement illicite ;
- pratique de feu de brousse ;
- etc.....

6.6. Perspectives

- renforcer les capacités institutionnelles en matière de gestion des forêts ;
- renforcer les capacités du personnel ;
- former des pépiniéristes communautaires ;
- disponibiliser les semences pour les pépiniéristes ;
- sensibiliser la population sur les conséquences désastreuses du déboisement et des feux de brousse ;
- mettre en place un système participatif de surveillance du déboisement.

CHAPITRE VII. INDUSTRIE ET ARTISANAT

Il n'y a pas d'industrie dans la commune. L'absence des investissements privés et d'une main-d'œuvre qualifiée vient aggraver les faibles potentialités du sous-sol.

A la carence de l'industrie s'oppose un artisanat dynamique dispersé dans la commune. L'artisanat s'exerce rarement comme un véritable métier, mais plus souvent comme une activité complémentaire liée à l'agriculture et dont les productions, variantes, dépendent des besoins des populations.

7.1. ARTISANAT

7.1.1 Situation du secteur artisanal par type d'artisanat

Dans la commune, on trouve les 3 types d'artisanat à savoir : artisanat de production, artisanat de services et artisanat d'art.

7.1.1.1. Artisanat de production

On dénombre 43 unités d'artisanat de production dans la commune répartie par 34 individus et 9 groupements. Cela montre que ce type d'artisanat est pratiqué en grande partie par des individus. Les principales unités représentées sont la vannerie et tissage 9,30% menuiserie et boulangerie 11,4%, briqueterie 9,30 %, forge 63%. Les unités artisanales de production sont installées pour satisfaire des besoins locaux car, aucune d'entre elles n'exporte sa production en dehors des limites provinciales.

Tableau 7.1 : Situation de l'artisanat de production

Types d'ateliers	Nombre d'unités	Nombre d'individus pratiquant l'artisanat	Nombre de groupements pratiquant l'artisanat
Menuiserie	4	0	4
Briqueterie	4	0-	4
Carrelage	-	-	-
Forge	30	30	0
Boulangerie	5	4	1
Total Commune	43	34	9

Source : Coordination des métiers de la province de Rutana/Mars 2006

7.1.1.2. Artisanat de service

Ce type d'artisanat est rencontré dans les chefs-lieux des zones de la commune. Il est généralement propriété privée des artisans. Le principal métier de ce type d'artisanat est la couture (45,45%).

Tableau 7.2 : Situation de l'artisanat de service

Types d'ateliers	Nombre d'unités	Nombre d'individus pratiquant l'artisanat	Nombre de groupements pratiquant l'artisanat
Couture	5	0	5
Bouderie	1	0	1
Soudure	2	2	0
Mécanique	1	1	0
Electronique	1	1	0
Cordonnerie	1	1	0
Total Commune	11	5	6

Source : Coordination des métiers de la province de Rutana/Mars 2006.

7.1.1.3. Artisanat d'art.

D'après le service de la coordination des métiers de la province de Rutana, cette catégorie d'artisanat n'existe pas dans la commune.

7.2. CONTRAINTES

Le secteur de l'artisanat dans la commune rencontre des contraintes diverses tant exogènes qu'endogènes. Ces contraintes sont identiques partout dans le pays. Les plus importantes sont les suivantes :

- le manque d'un cadre législatif et réglementaires appropriés ;
- l'absence d'une politique nationale de l'artisanat pouvant permettre l'encadrement et la promotion de l'artisanat ;
- l'insuffisance de formation, de perfectionnement et de qualification des artisans ;
- l'insuffisance des ressources allouées au secteur de l'artisanat (humaines, matérielles et financières) ;
- l'inadéquation production écoulement des produits artisanaux ;
- l'accès difficile des artisans au micro-crédit et au marché public ;
- les institutionnel solide et stable soutenu par des textes problèmes divers liés à la crise politique et socio-économique du Burundi.

7.3. Perspectives

- Renforcer les capacités du personnel chargé de l'encadrement des artisans en matière de gestion, d'animation et d'organisation ;
- Améliorer le système d'approvisionnement des matières premières éparpillées à travers tout le pays ;
- Promouvoir la micro-entreprise à travers la dynamisation des activités artisanales ;
- Promouvoir l'octroi des micro-crédits aux petits entrepreneurs potentiels artisanaux ;
- Organiser l'écoulement des produits artisanaux par l'exportation, etc ...

CHAPITRE VIII. GEOLOGIE, MINES, MINERAIS ET CARRIERES

8.1. FORMATIONS GEOLOGIQUES

Les formations géologiques de la commune sont des formations du Malagarasien comprennent qui les formations de Kibago, de Mosso, de Nkoma, de Mutsindozi, et les formations de Kavumwe.

Les formations de Kibago sont des roches grés-argileuses tendres et des schistes rouges, bruns, jaunes, verts, parfois un peu gréseux, des conglomérats et galets roulés de calcaire silicifié, de calcaire silicifié à stromatolithes, de calcaire oolitique silicique, de roche siliceuse rougeâtre.

Les formations du Mosso sont composées de :

- calcaires siliciques de Bugogo, ce sont des calcaires silicifiés avec intercalations de roches siliceuses jaunes ; à la base des schistes tendres ;
- caves amygdaloïdes de Kabuye de Nkoma et de Mutsindizi (calcaires dolomitiques de la Musasa).

Les formations du Nkoma sont des quartzites blancs, beiges, gris, fins à grossiers arkoses avec quelques horizons conglomératiques ; localement intercalations de phyllades.

Les formations de Mutsindozi sont des calcaires dolomitiques de la Musasa gris clair à foncé ; horizons à cherts ; brèches intraformationnelles et horizons silicifiés.

Schistes et argilites de teinte rouge à mauve ; schistes calcaires de teinte diverse (Schistes calcaire de la Nyakabo).

Basaltes à structure ophitique et subophitique fine (Basaltes de la Nyaganza).

Conglomérats et quartzites du Musumba : Roches arénacées de teinte généralement rougeâtre comprenant des brèches, des conglomérats alternants avec des grès.

Les formations de Kavumwe sont des schistes et des schistes gréseux avec intercalations de quartzites.

8.2. RESERVES MINERALES

Tous les travaux de recherche cartographique et géochimique réalisés dans la province Rutana, n'ont révélé la présence d'aucun minerai dans le sous sol de la commune.

CHAPITRE IX : ENERGIE

La commune Giharo, à dominante agricole traditionnelle couvre l'essentiel de ses besoins énergétiques par le recours aux combustibles ligneux ; car elle n'est pas électrifiée. Le pétrole est un privilège de quelques ménages semi-urbains.

9.1. ENERGIE ELECTRIQUE

Seul le centre Muzye chef-lieu de la zone Muzye est électrifié dans la commune, bénéficiant de sa proximité au périmètre de l'usine SOSUMO. . Les autres coins ne peuvent être électrifiés que dans un cadre politique nationale d'électrification rurale.

9.2. LES COMBUSTIBLES LIGNEUX

Les combustibles ligneux constituent la principale forme d'énergie domestique utilisée en milieu rural. Il s'agit principalement du bois de chauffe et du charbon de bois.

En l'absence d'enquêtes spécifiques, l'évaluation de la consommation du bois de chauffe et du charbon de bois est malaisée mais peut être considérée importante et grandissant face aux traditions alimentaires et culinaires, un faible recours aux hydrocarbures pour lesquels le pays n'est pas producteur et une utilisation marginale de l'électricité au niveau domestique.

La couverture de ces besoins énergétiques vitaux pour une population croissante explique la déforestation visible dans les zones les plus peuplées et exige des solutions à long terme.

La distance occasionnée par les déplacements pour la recherche du bois des lieux de consommation montre l'ampleur du problème de déboisement quand on sait qu'autrefois le ramassage du bois mort se faisait autour des habitations. La rareté du bois a provoqué l'utilisation des tiges mortes de maïs, de sorgho et du manioc comme substitution pour le chauffage.

La fabrication du charbon de bois a accentué la dégradation du couvert végétal de la province. Même les espèces d'essences protégées sont menacées de disparition.

La dégradation du couvert végétal de la commune est devenue une préoccupation des autorités politiques et administratives. Plusieurs mesures prises ces derniers temps tendent à protéger la province contre le déboisement intensif :

- pratique de reboisement par la mise en place des comités de reboisement et de surveillance de feu de brousse ;
- interdiction de couper le bois vert.

CHAPITRE X : COMMERCE ET SERVICES

Le secteur commerce et des transports joue un rôle non négligeable dans les activités économiques de la commune.

10.1. COMMERCE

Dans la commune Giharo, le commerce porte principalement sur les produits agricoles, d'élevage, de transformations des du bois, les produits artisanaux locaux et les produits Les marchés ruraux constituent la forme de commerce la plus courante dans la commune.

Le marché joue un rôle essentiel sur plan sociologique et économique. C'est le lieu d'échange d'information, de produits, un lieu de contacts de rencontres et de loisirs.

Par ailleurs, des kiosques, des débits de boissons, des cabarets et des restaurants viennent renforcer le système commercial de la commune.

10.1.1. Marchés ruraux

Il existe dans la commune 6 marchés qui ne sont pas aménagés.

Les produits agricoles qui sont commercialisés au marché ne correspondent pas au surplus d'une agriculture familiale souvent très peu productive mais à la nécessité pour les paysans de se procurer de l'argent en vue d'acheter le minimum indispensable de produits manufacturés.

Les marchés ruraux drainent la population rurale de la commune. Ils sont fréquents et colorés. Ils servent aux échanges des produits agricoles, d'élevage, d'artisanat. Mais ils jouent le rôle des points de redistribution de produits manufacturés ainsi que d'approvisionnement de produits agricoles ou d'élevage des villes.

L'administration communale veille au bon déroulement des activités et au respect des règlements fiscaux en vigueur : paiement des impôts et taxes.

Les recettes communales sont en :

2001 : 15.646.465 Fbu

2002 : 16.651.49 Fbu

2003 : 20.388.617 Fbu

2004 : 22.562.184 Fbu

2005 : 26.548.850 Fbu

Tableau 10.1: Les marchés de la commune

Communes	Localité	Marchés		Jours d'animation
		Aménagés ou semi aménagés	Non aménagés	
Giharo	1.Giharo	-	x	Mercredi
	2.Butezi	Semi aménagé	-	Jeudi et Dimanche
	3. Ngomante	-	x	Mardi
	4.Muzye	-	x	Dimanche
	5.Musenyi	-	x	Dimanche
	6. Nyembuye	-	x	Vendredi
	7. Muhafu	-	x	Mercredi
	8. Nyamateke	-	x	Jeudi
Total	8	1SA	7NA	

Source : Administration communale/Giharo/Mars 2006

10.1.2. Commercialisation des produits agro-industriels

Les produits agro-industriels commercialisés sont le coton et le café.

10.1.2.1. Commercialisation du coton

La COGERCO qui gère la filière cotonnière, achète toute la production du coton graine auprès des paysans producteurs au cours d'une campagne nationale d'achat. Cette société détient le monopole de commercialisation du coton graine dans le pays.

10.1.2.2. Commercialisation du café

Depuis la libéralisation de la commercialisation du café, de nombreux commerçants interviennent dans l'achat de ce produit auprès des paysans producteurs. C'est ainsi que la SOGESTAL et les commerçants agréés achètent du café dans la commune au cours d'une campagne nationale d'achat.

10.2. TRANSPORT ET COMMUNICATION

Les infrastructures de communication constituent un élément fondamental pour la circulation des personnes et des biens.

10.2.1. Réseau routier

Le transport routier est le plus pratiqué. La commune de Giharo est désenclavée par 29 pistes rurales qui sont toutes en mauvais état, d'une longueur de 357 km.

10.2.2. Les moyens de transport

Le transport est assuré par les véhicules légers (mini bus), des camions pour le transport des marchandises.

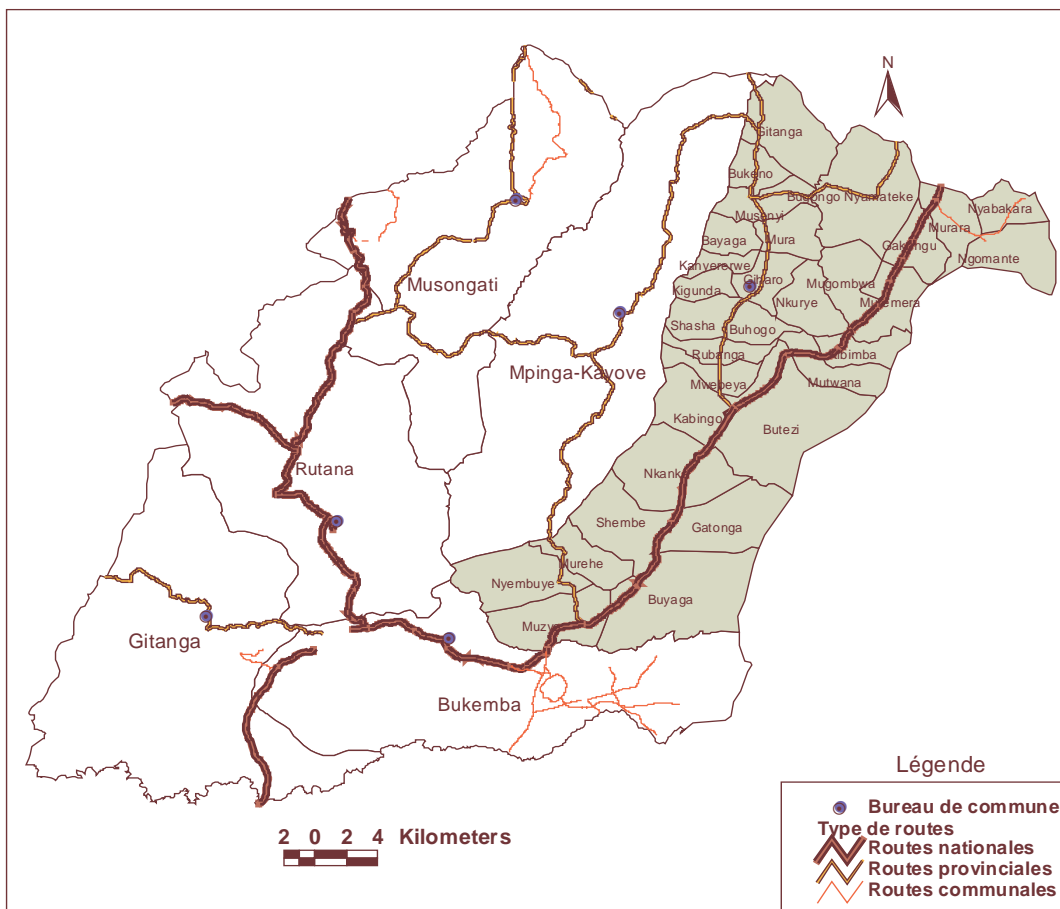
Le transport par bicyclettes (vélos) est très développé dans la commune. Le vélo joue un rôle important comme moyen de transport sur de courtes distances. Il permet le transport rapide des récoltes et de petites quantités de marchandises vers les marchés.

Le relief accidenté et l'état défectueux des pistes rurales ne facilitent pas l'usage du vélo et une grande partie des échanges est assurée par portage. Les femmes transportent les récoltes, les produits à vendre au marché, dans des paniers en équilibre sur leur tête.

Les marchés ruraux de la commune sont à construire pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle de commercialisation et de distribution des produits agricoles et d'élevage d'une part et d'approvisionnement des zones rurales en produits manufacturés et artisanaux de première nécessité de l'autre.

En outre, la construction et/ou réhabilitation des routes et pistes rurales pour désenclaver les zones rurales les plus reculées s'avère une nécessité aux fins d'assurer une bonne circulation des biens et des personnes d'un point à un autre du territoire de la commune.

Carte n°2 : Réseau routier de la commune



10.3. SERVICES

10.3.1. Les institutions financières

Il n'y pas d'institutions financières dans la commune.

10.3.2. Postes et Télécommunication

La commune ne dispose pas des services de postes et télécommunication. Dans le cadre du programme de téléphonie rurale, une centrale téléphonique vient d'être installée par l'ONATEL au chef-lieu Giharo, mais elle n'est encore mise en service.

La téléphonie cellulaire ne couvre pas toute la commune. Il s'agit du TELECEL et de l'ONAMOB.

10.4. INTERVENANTS

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Interventions	Bénéficiaires
ONATEL	Chef lieu Giharo	Gouvernement Burundi	ONATEL	Population
TELICEL	Chef lieu Giharo	TELICEL	TELICEL	Population
ONAMOB	Chef lieu Giharo	ONATEL	ONAMOB	Population

Source : ONATEL/Rutana

10.5. CONTRAINTES

Les principales contraintes du commerce, transport et communication sont :

- marchés ruraux existants non construits ;
- mauvais état des pistes rurales ;
- insuffisance de pistes rurales ;
- manque des services de postes et télécommunications.

CHAPITRE XI : ACTION SOCIALE

11.1. ACTION SOCIALE

11.1.1. Situation des enfants en difficultés et des orphelins

Les mesures et actions de protection des différentes catégories d'enfants en difficultés ne sont pas perceptibles dans la commune.

D'après les informations du CPLS à Rutana, on dénombre 724 enfants orphelins de père et de mère dans la commune, 17 orphelins du SIDA, et 1792 enfants orphelins naturels.

11.1.2. Victimes de violences

Dans la commune, on a recensé 6 cas de violence sexuelle répartis respectivement comme suit :

- 3 cas de filles dont une fille et 3 fillettes;

11.1.3. Veuves, mères célibataires et indigents

Les veuves et mères célibataires recensées connaissent des difficultés de survie. Malheureusement les données en rapport avec celles-ci ne sont pas disponibles et une enquête y relative est nécessaire pour leur appuyer.

11.1.4. Les handicapés

Il n'existe pas de structures dans la commune s'occupant de la réhabilitation sociale qui est un ensemble d'actions faites en faveur des personnes handicapées pour les libérer de leur dépendance sur le plan physique et sur le plan social. Mais la réhabilitation sociale présuppose d'abord la réhabilitation physique, médicale, psychosociale et l'enseignement spécialisé.

11.2. REINSTALLATION ET REINSERTION

La commune compte un nombre non négligeable de personnes sinistrées de guerre à savoir les déplacés et les rapatriés. La commune a enregistré selon les informations recueillies auprès du projet HCR/Administration communale 6833 ménages totalisant 21117 personnes dont 6661 hommes, 7353 femmes et 7103 enfants. Des actions de réhabilitation/ réinsertion sont en cours par le PNUD via son Programme Réinsertion /Réhabilitation des sinistrés et Lutte contre la pauvreté. Le Banque Mondiale et la FAO aident les rapatriés par l'octroi des semences, par du matériel aratoire et le repeuplement du cheptel.

Des ONGs internationales (GTZ, Action Aid, LVIA, TPO) Interviennent également par des projets de Réinsertion, de Sécurité Alimentaire et de Promotion de la Paix pour appuyer les populations sinistrées.

11.3. HABITAT

L'habitat est extrêmement dispersé. Il s'atomise en une multitude de groupes de quelques maisons sans enclos. Les maisons sont pour la plupart couvertes de pailles et sont en mauvais état. Dans cette commune l'habitat est à améliorer et à multiplier car beaucoup de rapatriés rentrent dans cette commune et sont pour la plupart sans habitation.

Des maisons ont été détruites par les incendies qui sévissent pendant la saison sèche, et aussi par les pluies torrentielles en 2004.

Beaucoup de maisons ont été reconstruites par l'Etat et des partenaires (HCR, Eglises, ONG) pour les rapatriés dans la commune. (cfr. Tableau 11.1).

Tableau 11.1 : Situation de l'habitat dans la commune

Commune	Nombre de maisons détruites		Nombre de maisons reconstruites	
			Par des subventions	
	2004	2005	2004	2005
Giharo	18	37	2265	831
Total province	142	118	3480	2423

Source : Administrations communales/APP/Rutana/Mars 2006

11.4. INTERVENANTS

Tableau 11.2 : Intervenants dans l'Action sociale dans la Commune+

Organisation	Lieu d'intervention	Baillleurs	Intervention	Bénéficiaires
HF TPO	Toute la commune	HCR	HF TPO	Population
GTZ/BMZ	Toute la commune	HCR	GTZ/BMZ	Population vulnérable
Action Aid	Toute la commune	Gouvernement britannique	Action Aid	Population vulnérable
PRRSLP	Toute la commune	PNUD	Projets communautaires Promotion de la Paix AGR	Population

Source : Administration communale

11.5. CONTRAINTE

- le bois d'œuvre pour la construction diminue progressivement ;
- caractère artisanal de briqueteries ;
- matériaux importés de construction peu accessible suite au faible pouvoir d'achat de la population ;
- absence de partenaire de la reconstruction.

CHAPITRE XII : SANTE ET APPROVISIONNEMENT EN EAU

Le secteur de la santé dans la commune à l'instar de la province est caractérisé par l'insuffisance du personnel soignant, des équipements et des bâtiments et le manque de médicaments.

Il n'y a pas de médecin dans la commune. Pour une population de 61597 habitants, il n'y a que 20 infirmiers, soit 3080 personnes pour 1 infirmier.

12.1. DONNEES EPIDEMIOLOGIQUES

L'impact du climat sur la santé humaine est très important, surtout en saison des pluies, périodes de durs travaux champêtres où l'on assiste à l'éclosion de nombreuses maladies parasitaires. Il n'en reste pas moins évident que les maladies les plus fréquentes sont aussi dues aux mauvaises conditions d'hygiène, d'approvisionnement en eau et par manque d'éducation sanitaire.

La situation sanitaire de la commune présente un clinique caractérisé par la persistance des maladies suivantes : le paludisme, les infections respiratoires, les maladies diarrhéiques, les parasitoses intestinales, les maladies nutritionnelles et avitaminoses, les traumatismes et blessures, les infections sexuellement transmissibles et le VIH/SIDA .

A part ces maladies, la commune connaît des maladies particulières :

- la lèpre ;
- l'Onchocercose.

Le paludisme sévit à l'état hyperendémique avec 19555 enregistrés en 2005, soit 36% des cas de la province et constitue la cause principale de décès dans la commune et constitue la cause principale de décès dans la commune en 2005. En effet, le paludisme touche toutes les catégories d'âge de la population dans la commune.

12.2. MEDECINE PREVENTIVE (DONNEES SUR LA VACCINATION)

Dans le domaine de la médecine préventive, le Programme Elargi de Vaccination (PEV) qui vise à faire de la vaccination une activité quotidienne des établissements sanitaires dote ces derniers de centres de vaccination.

Les vaccinations concernent les maladies suivantes :

- la diphtérie ;
- le tétanos ;
- la coqueluche ;
- la tuberculose ;
- la rougeole ;
- la poliomyélite.

Chaque année, une grande campagne de vaccination est organisée à travers tout le pays dans le cadre du PEV avec l'appui de l'UNICEF, de l'OMS et d'autres Organismes internationaux, en vue de réduire la morbidité et la mortalité infantile dues aux maladies que l'on peut prévenir par la vaccination.

A partir de 2004, le PEV a introduit deux nouveaux vaccins contre le virus de l'hépatite B et de l'*Haemophilus influenzae* de type B10.

Selon la DPS de Rutana, les données sur la vaccination dans la commune en 2005 sont les suivantes :

- BCG : 3025 ;
- Polio3 : 1922;
- DTC Pentavalent : 2365 ;
- Rougeole : 1935.

12.3. LA PREVENTION CONTRE LE VIH

L'état du dépistage dans la commune par âge sur un échantillon de quelques personnes en 2005 se présentent comme suit :

- de 0-14 ans : aucun séropositif;
- de 15-29 ans : aucun séropositif ;
- de 30 ans et plus : 8 séropositifs dont 4 femmes, soit 50 %.

On compte 8 séropositifs dont 4 femmes, soit 50% dans la commune. Ceci montre qu'ils sont à égalité dans l'infection au VIH/SIDA.

12.4. LA MEDECINE TRADITIONNELLE

La santé humaine est souvent analysée à travers le secteur moderne sans grande considération du secteur traditionnel auquel se confie une grande partie de la population, mais qui, malheureusement échappe aux statistiques.

Les intervenants en médecine traditionnelle dans la commune sont les tradithérapeutes et les accoucheuses traditionnelles.

On rencontre les tradithérapeutes et des accoucheuses traditionnelles dans toutes les zones de la commune.

En zone Giharo, on dénombre deux tradithérapeutes connus officiellement et 16 accoucheuses traditionnelles dont 12 formées avec kit, 2 formées sans kit et 2 non formées et sans kit.

La zone de Gakungu pas de tradithérapeutes mais on enregistre sept accoucheuses traditionnelles dont 3 formés avec kit et 4 formés sans kit. Dans la zone Muzye, il y a un tradithérapeute et 19 accoucheuses traditionnelles dont 26 formées avec kit, deux formées sans kit et 6 non formées. Dans la commune, 62% des accoucheuses traditionnelles sont formées avec kit, 19% formées sans kit et 19% non formées.

En outre, le prix des médicaments prescrit par l’infirmier ou le médecin est trop élevé pour les bourses paysannes, tandis que le guérisseur se contente de prescrire des racines et des herbes pour un prix symbolique. Ajoutons que les 2 formes de soins ne sont pas incompatibles : devant l’échec de la médecine moderne, on s’adresse au secteur traditionnel et vice-versa. La conception traditionnelle de toute maladie comme un sort jeté par un proche explique le recours au guérisseur et à ses pratiques dont les effets sont parfois positifs notamment pour les maladies psychiques.

Tableau 12.3 : Situation de la médecine traditionnelle

Zone	Tradithérapeutes		Accoucheuses traditionnelles			
	Tradi. Connus officiellement	Trad. Ayant des liens avec méd. moderne	Formées avec kit	Formées sans kit	Non formées	Effectif total
1. Giharo	2	0	12	2	2	16
2. Muzye	1	0	11	2	6	19
3. Gakungu	-	0	3	4	0	7
Total Commune	3	0	26	8	8	42

Source : DPS/CPLS/Rutana/Mars 20060

12.5. SITUATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES

12.5.1. Etablissements sanitaires

La commune Giharo compte 5 centres de santé tous publics. La répartition spatiale de ces établissements est la suivante :

- zone Giharo: Deux centres de santé Giharo et Butezi ;
- zone Gakungu, le centre de santé de Gakungu ;
- zone Muzye, les centres de santé Muzye et Muhafu.

Il faut noter que ces Centres de Santé de la commune desservent également des collines avoisinantes des communes limitrophes.

Cette répartition montre que la couverture sanitaire de la commune est satisfaisante. Les infrastructures sanitaires existant sont suffisantes et également réparties.

La commune ne dispose qu’une pharmacie communautaire dans le quartier de Gihofi. L’accès aux médicaments est difficile pour la population de la commune et cela a incité la prolifération de vendeurs ambulants dans la commune des produits pharmaceutiques. Ces médicaments sont à risque car ils sont soit périmés, soit mal conservés.

Carte n° 3 : Infrastructures sanitaires



12.5.2. Capacité d'accueil et fréquentation des établissements sanitaires

Le tableau 12.4 présente les consultations, le nombre d'hospitalisés et le nombre de lits par établissement sanitaire et par zone dans la commune.

Les établissements sanitaires de la commune disposent au total de 20 et ils ont enregistré 2717 consultations par mois.

Le Centre de Santé Gakungu dans la zone Gakungu dispose 4 lits.

Le Centre de santé de Butezi de la zone Giharo, a 4lits pour l'hospitalisation.

Le Centre de Santé Giharo de la même zone a 8 lits d'hospitalisation.

Dans la zone de Muzye, le centre de santé Muzye a 4 lits pour l'hospitalisation. Enfin le centre de Muhafu avec 4 lits d'hospitalisation.

Tableau 12.4: Capacité d'accueil et fréquentation des établissements sanitaires

Zone	Collines desservies	Centre de santé		
		Fréquentation/ mois	N.H	N.L
1. Giharo	6	811	18	8
2. Muzye	4	-	-	4
3. Gakungu	7	208	3	4
4. Butezi	7	802	93	4
5.Muhafu	7	896	8	4
Total Commune	31	2717	122	20

Source : DPS/Rutana/ Mars 2006,

Cons. : Consultation N.L. : Nombre de lits N.H. : Nombre d'hospitalisation

12.6. RESSOURCES HUMAINES

Le personnel soignant, de la commune est composé de :

- 12 Infirmiers A3 dont 3 femmes et 9 hommes ;
- 2 Techniciens de promotion de santé de niveau A2.

Au total 14 agents soignants pour une population de 61587 habitants. Il n'y a pas de médecin dans la commune.

12.7. APPROVISIONNEMENT EN EAU

La commune Giharo est bien desservie en eau potable. Sur 125 bornes fontaines, 59 sont fonctionnelles et 66 non fonctionnelles. Les sources aménagées constituent l'essentiel des infrastructures d'approvisionnement en eau dans la commune.

Dans cette commune, il existe trente quatre branchements dont 31 pour les particuliers, un pour la paroisse catholique de Giharo, un pour le centre de santé de Muhafu et un pour le centre de santé de Butezi. Cette commune est beaucoup desservie en eau plus que les autres communes de la province Rutana.

12.7.1. Situation d'approvisionnement en eau potable

Sur les 161 sources aménagées dans la commune, 125 sont fonctionnelles, soit 78% ; 36 ne sont pas fonctionnelles, soit 22%.

Le nombre total de points d'eau est de 301 dont 214 fonctionnels (71%) et 87 non fonctionnels (29%).

Il y a 140 bornes fontaines dont 51 ne sont pas fonctionnelles (36%). Le nombre de réservoirs est de 124.

Le réseau d'adduction avec un linéaire total de 147,6 Km, dessert 13 collines.

Selon les normes de l'OMS, il faut un point d'eau potable tous les 500 m afin de permettre à la population d'avoir accès facilement à ce service. La commune ne répond à ces conditions. La moyenne communale est de 0,0428 points d'eau/500m. Il faudrait réhabiliter tous les points d'eau non fonctionnels et aménager de nouveaux pour atteindre les normes. (cfr. Tableau 12.5).

Tableau 12.5 : Situation des Infrastructures de l'Approvisionnement en eau

Commune	Sup . Km²	Nombre de ménages	Nombre points d'eau														
			SAF	SANF	SNA	BFF	BFNF	BP	PF	PNF	SCEP	Nombre total de points d'eau					
													Fonction nels	Non fonction nels	Total	Nombre de ménage par points d'eau fonctionnels	Nombre de ménage par points d'eau fonctionnels et non
Giharo	585,86	13.135	125	36	27	89	51	68	1	4	0	214	87	301	17	27	0,428
Total Province	1959,48	47731	472	420	269	193	166	84	1	5	6	685	544	1229	24	33	1,37

Source : RCE /Rutana/Mars2006

12.7.2. Mode de gestion et d'entretien des infrastructures d'eau

Les infrastructures hydrauliques sont gérées et entretenues par la régie communale de l'eau sous l'encadrement du coordonnateur provincial des régies communales de l'eau, personnel de la DHER.

L'entretien courant des installations d'eau étant assuré par les Comités usagers des points d'eau et les fontainiers communaux.

12.8. LES INTERVENANTS

Outre l'Etat, des ONGs internationales interviennent dans le secteur santé dans la commune Giharo. Les appuis que ces organisations apportent sont :

- approvisionnement en médicaments et matériel médico-technique;
- renforcement des capacités (formation) du personnel soignant ;
- appui logistique.

L'UNICEF et l'OMS appuient dans la vaccination dans le domaine du cadre PEV.

Les Agences du Système des Nations Unies, le PNUD intervient dans la lutte contre le VIH/SIDA et le PAM interviennent par la distribution de vivres.

La Banque Mondiale intervient dans la lutte contre le VIH/SIDA.

Le 9 FED appui dans le renforcement des capacités du personnel et en médicament et matériel.

12.9. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES

Le problème qui est le plus souvent perçu et évoqué par les populations est le manque d'infrastructure sanitaire dans leur milieu. Mais il existe également le problème de la qualité des soins dispensés auxquels les services compétents doivent apporter des solutions. Le problème se pose surtout en milieu rural où l'on note souvent l'insuffisance ou le manque du personnel de santé et des produits de soins. Le plus grand problème de santé qui est à la fois générale et préoccupant est celui des maladies engendrant l'hospitalisation selon leur gravité.

Le manque d'équipements sanitaires est un problème crucial dans les établissements sanitaires de la commune.

La satisfaction des besoins de santé est un problème que l'on doit nécessairement placer dans le contexte général du développement ; car le secteur de la santé ne peut pas être appréhendé isolément. Les problèmes de santé dépendent énormément de ceux de l'eau et de l'alimentation. Toute solution apportée aux problèmes de santé doit prendre en compte les autres secteurs de développement pour assurer aux populations bénéficiaires de meilleures conditions de vie.

La commune nécessite un équipement sanitaire adéquat et moderne, un personnel de santé qualifié et suffisant, une politique sanitaire adaptée aux réalités locales : la formation, la sensibilisation et surtout la motivation aussi bien du côté du personnel soignant que de la population, doivent être intégrées dans les programmes de santé. La

promotion des soins préventifs de santé primaire passera par un soutien technique et financier de tous ceux qui participent au bien être de la population de la commune.

La principale contrainte est le manque de financements pour réhabiliter les infrastructures non fonctionnelles et aménager de nouvelles.

La commune dispose de beaucoup de ressources en eau non exploitées : sources d'urgence, aquifères (eaux souterraines) et des cours d'eau. D'après les informations recueillies, il existe 51 sources non aménagées dans la commune. Dès que ces sources seront aménagées, la desserte en eau potable serait 100% dans la commune.

- rechercher des financements ;
- réhabiliter les infrastructures d'eau détruites et non fonctionnelles ;
- aménager de nouvelles infrastructures d'eau ;
- sensibiliser la population à la bonne utilisation, à la prise en charge de l'entretien et à la gestion des installations d'eau.

CHAPITRE XIII. EDUCATION

13.1. ENSEIGNEMENT FORMEL

13.1.1. Enseignement primaire

La commune compte 23 écoles primaires publiques dont 12 à cycle complet avec 91 salles de classes. Ces écoles sont localisées dans les collines de recensement de 3 zones sur 4 que compte la commune.

Dans la zone Gakungu, il y a 6 écoles primaires dont 2 à cycle complet dans 7 collines

Dans la zone de Giharo, on dénombre 11 écoles primaires dont 6 à cycle complet dans 17 collines de recensement.

La zone de Muzye compte 6 écoles primaires publiques dont 4 à cycle complet dans 7 collines.

La couverture spatiale de l'enseignement primaire peut être estimée à 34,7% dans la commune.

Au cours de cette année scolaire 2005-2006, l'enseignement primaire communal compte 10369 élèves dont 3896 filles (37,5%) et 6473 garçons (62,4%). (cfr. Tableau 13.1)

La commune compte 126 Enseignants dont 84 femmes, soit 66,6%.

L'effectif des élèves inscrits en première année est de 4283. Il a presque doublé du fait de la politique « **Education pour Tous** » du Gouvernement Burundais, traduite par gratuité de l'Enseignement primaire. L'effet immédiat est la surcharge des salles de classes avec en moyenne 114 élèves par classe et l'insuffisance de bancs pupitres. Les infrastructures scolaires sont insuffisantes dans la commune pour répondre efficacement à la politique de la gratuité de l'enseignement primaire. Le rapport élèves/maîtres qui est de 81élèves/enseignant dénote la pratique de la double vacation des maîtres et de locaux en vue de la scolarisation universelle. Le manque de manuels scolaires reste un problème criant dans la commune.

Toutes les écoles disposent de latrines. Cependant aucune école primaire n'est électrifiée.

Tableau 13.1 : Nombre et capacités d'accueil des écoles primaires
Année scolaire : 2005-2006

Etablissements Zones	Primaire										
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Nbre bancs pupitres	Effectif des élèves			Effectif des élèves inscrits en première année	Effectif des Ens.	Ratios	
	Total	CC			G	F	T			Elèves/Salle	Elèves/Ens.
Gakungu	6	2	27	560	1469	1023	2492	1503	21	92	119
Giharo	11	6	44	1491	3408	1778	5186	1864	62	117	84
Muzye	6	4	20	630	1596	1095	2691	916	45	134	60
Total Commune	23	12	91	2681	6473	3896	10369	4283	128	114	81

Source : DPE/Rutana/Mars 2006

CC : Cycle Complet

13.1.2. Enseignement secondaire général

La commune compte 2 Collèges Communaux d'Enseignement Général Public dans la zone de Giharo. Les 3 autres zones de la commune ne disposent pas d'écoles secondaires. On dénombre 6 salles de classes avec 389 élèves dont 79 Filles (20,3%) et 9 Enseignants dont 2 femmes comme l'indiquent les tableaux ci-dessous.

L'effectif moyen est de 65 élèves par classe, avec un ratio élèves/enseignant de 43 (cfr tableau 13.2) au cours de l'année scolaire 2005-2006.

Tableau 13.2 : Nombre et capacités d'accueil des écoles secondaires
Année scolaire : 2005-2006

Etablissements Zones	Secondaire								
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Effectif des élèves			Effectif des Ens.	Ratios	
	Total	CC		G	F	T		Elèves/Salle	Elèves/Ens.
Giharo	2	-	6	310	79	389	9	65	43
Total Commune	2	-	6	310	79	389	9	65	43

Source : DPE/Rutana/Mars 2006

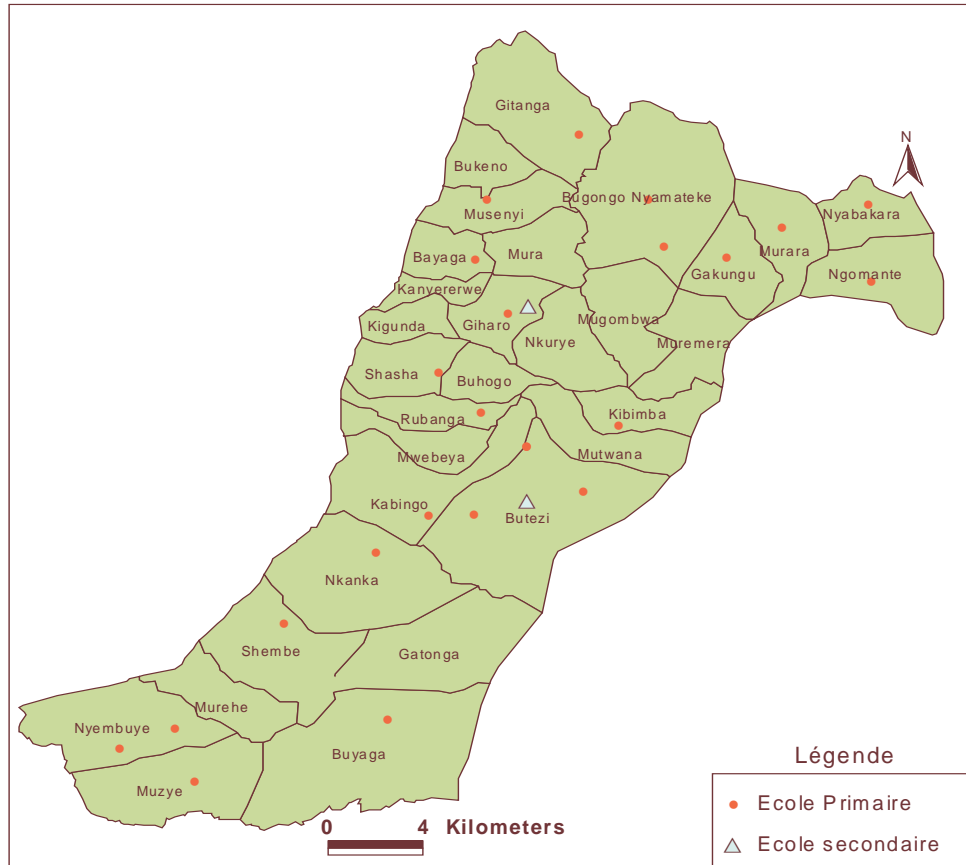
CC : Cycle Complet

13.1.5. Situation du personnel enseignant

La commune compte 128 enseignants dont 44 femmes au primaire et 9 enseignants dont 2 femmes au secondaire comme l'indique le tableau ci-dessous.

Il n'existe d'établissement ni d'enseignement secondaire technique ni d'enseignement supérieur dans la commune.

Carte n° 4: Infrastructures scolaires 2005-2006



13.2. ENSEIGNEMENT INFORMEL

13.2.1. Les écoles YagaMukama

Il y a 15 écoles YagaMukama dans la commune avec 15 salles de cours, 846 élèves dont 511 Filles (60%) encadrés par 15 enseignants au cours de l'année scolaire 2005-2006. Ces écoles se trouvent toutes dans la paroisse de Giharo.

La formation dispensée dans les écoles YagaMukama vise au-delà de l'acquisition des connaissances et des valeurs chrétiennes, la transmission de connaissances de base par l'alphabétisation et la connaissance du milieu rural afin de leur permettre de mieux s'intégrer dans leur communauté.

13.2.2. Les centres d'alphabétisation

La commune ne compte que 11 centres d'alphabétisation fonctionnelle en 2005/2006 avec une salle chacun et le nombre d'apprenants, est de 141 dont 92 filles soit 65,2%.

Les thèmes traités dans les séances d'alphabétisation sont relatifs à la vie quotidienne et en rapport avec l'agriculture et l'élevage moderne, la nutrition, l'habitat décent, la santé, l'hygiène, le planning familial, les métiers, l'épargne.

Les caractéristiques de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes sont :

- la pénurie d'animateurs alphabétiseurs ;
- l'absentéisme des auditeurs et le manque de suivi.

L'animation des centres d'alphabétisation est assurée par des volontaires dont les prestations sont bénévoles.

13.2.3. Les Ecoles de Métiers

Il n'existe pas d'Ecole de Métier dans la commune.

13. 3. INTERVENANTS

Les différents intervenants dans le système éducatif burundais sont le gouvernement, les collectivités locales à savoir les provinces et les communes chacune à son niveau, les parents et les différents ONGs locales et internationales, les organismes internationaux et d'autres partenaires.

Tableau 13.3 : Intervenants dans l'Education dans la province

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Actions/Activités	Bénéficiaires
PRRSLP	Rutana	PNUD	Réhabilitation du centre d'enseignement de métier de Gitaba	Les déscolarisés
CEPEBU	Toute la province	Conseil des Eglises du Burundi, le Gouvernement suédois),	Construction de trois classes, alphabétisation des adultes	Ecoliers, les adultes et les handicapés
Eglise Anglicane	Giharo, Mpinga, Gitanga, Bukemba et Butare	Conseil des Eglises du Burundi, HCR	Construction d'une école primaire extension du collège communal de Gifunzo et installation de 30 centre d'alphabétisation des adultes.	Les écoles, les élèves et adultes.
CICR	Toute la province	Croix-rouge	Alphabétisation de prisonniers analphabètes	Population carcérales
UNICEF	Toute la province	UNICEF	Distribution du matériel scolaires	Ecoliers et Enseignants
GTZ BMZ	Rutana, Gitanga, Giharo	HCR	Construction des écoles primaires	Ecoliers
TWITEZIMBERE	Toute la province	BM	Construction des écoles primaires	Ecoliers

Source : DPE/Rutana/Mars 2006

13.4. CONTRAINTES ET PERSPECTIVES

13.4.1. Contraintes

Les principales contraintes de l'éducation dans la commune sont l'insuffisance des infrastructures scolaires, des équipements, de matériels didactiques et d'Enseignants et le mauvais état de certains bâtiments scolaires.

13.4.2. Perspectives

- créer deux écoles primaires au moins par colline de recensement;
- créer d'autres Collèges Communaux ;
- construire des Bâtiments ;
- réhabiliter les bâtiments scolaires en mauvais état ;
- recruter des enseignants,
- équiper les établissements scolaires ;
- construire des latrines dans les écoles ;
- construire des homes pour enseignants ;
- approvisionner les établissements scolaires en eau potable ;
- Etc.....

CHAPITRE XIV : JEUNESSE, SPORT ET CULTURE

14.1. ENCADREMENT DES JEUNES

La population de la commune est majoritairement jeune. Dans la commune, il existe un centre des jeunes dans la zone de Giharo. Ce dernier encadre 129 jeunes dont 55 filles et 74 garçons. Les jeunes des autres zones de la commune se débrouillent eux-mêmes tant bien que mal à se promouvoir.

14.2. SPORT

En matière de sport, la commune compte 7 terrains de football et 2 terrains de volley-ball en mauvais état et sont éparpillés dans les collines.

14.3. CULTURE

La culture englobe l'ensemble des éléments qui, au cours du temps, ont façonné l'identité d'un peuple ou d'une communauté. Il s'agit notamment des éléments suivants : la langue, les croyances, les mœurs, les connaissances techniques, les fondements de l'organisation sociale, le patrimoine oral et physique dont les expressions musicales, folkloriques et artistiques etc....

La commune détient ses propres danses folkloriques qui sont « Ihuruma » et « Umuyebe ».

La commune dispose d'un centre d'animation culturel à Giharo centre.

14.4. INTERVENANTS

Outre, l'Etat, les intervenants dans le secteur sont pour la plupart des ONG internationales.

L'ONG Action-Aid qui, à travers son programme « Consolidation de la paix et résolution pacifique des conflits », a pu équiper des groupes culturels et sportifs et organiser des activités sportives et culturelles.

L'ONG GTZ « projet Sécurité Alimentaire et promotion de la paix » qui a démarré ses activités au cours de l'année 2005 et qui a pu financer l'organisation du festival provincial de la jeunesse au mois d'août 2005.

L'ONG TPO organise de temps en temps des rencontres sportives entre les communes.

Le PNUD à travers le PRRSLP.

14.5. CONTRAINTES

La principale contrainte est liée à la faiblesse organisationnelle des jeunes qui fait que ces derniers ne puissent pas encore se prendre en charge par eux-mêmes.

En effet, la majorité des autres organisations de jeunes sont nées dans le contexte de la crise qui perdure depuis 1993 et pour certaines d'entre elles, l'impact de la crise se fait remarquer au niveau de leur organisation et de leur fonctionnement.

Les autres contraintes sont liées à :

- manque ou insuffisance de la concertation et de la collaboration entre les associations ;
- manque ou inefficacité des structures d'appui à l'insertion économique des jeunes ;
- manque d'encadrement lié à la modicité des moyens consacrés au secteur de la jeunesse, au regard de l'immensité des besoins ;
- manque d'encadrement sportif bien organisé et diversifié devrait occuper une place importante et servir d'espace d'échange et partant de paix entre la population sortant de la guerre.

14.6. PERSPECTIVES

Les jeunes occupent une place de choix pour le développement durable du pays, pour ce faire il faut :

- renforcer l'encadrement de la jeunesse par les activités génératrices de revenus par les activités sportives ;
- renforcer le dispositif juridique pour lutter plus efficacement contre les abus des adultes délinquants, voire criminels à l'endroit des jeunes;
- former les jeunes à l'entrepreneuriat ;
- promouvoir les activités culturelles à travers des clubs de jeunes.

CHAPITRE XV : JUSTICE

15.1. SERVICES JUDICIAIRES

Il existe un (1) Tribunal de Résidence à Giharo, seul service judiciaire dans la commune. Les infrastructures de ce Tribunal sont des locaux propres.

Concernant la performance du Tribunal, le nombre de dossiers traités au cours de l'année 2005 était de 96 dont 13 dossiers restant l'année précédente et 83 dossiers enregistrés.

En considérant le nombre de dossiers jugés et clôturés qui est de 69, on peut dire que 71,80% des dossiers ont été jugés et clôturés.

Cependant sur les dossiers jugés et clôturés qui sont 69, le nombre de dossiers exécutés est de 14 soit 20,28% des dossiers exécutés.

Ce qui montre que le Tribunal est n'est pas performant tant aux dossiers exécutés qu'aux dossiers jugés et clôturés.

15.2. JUSTICE GRACIEUSE

Elle est rendue d'une façon arbitrale et réconciliatrice. Les litiges qu'elle tranche sont tous confondus par ignorance des lois pénale et civile. La nature des sentences rendues est la réconciliation et l'arbitrage aboutissant à de conseils.

La relation de continuité entre la justice gracieuse et la justice moderne existe ; mais pas toujours.

15.3. CONTRAINTES

Les contraintes sont de diverses natures ; entre autre on peut citer :

- lenteur caractérisée de la justice due à la complexité des procédures à suivre ;
- complexité des dossiers relatifs aux conflits liés aux terres, à la succession et à l'application du Code des personnes et de la famille ;
- personnel non qualifié ;
- manque de formation spécialisée pour certains domaines ;
- conditions de travail très précaires ;
- manque de moyens de transport, de communication ;
- délabrement et vétusté des locaux ;
- insuffisance de matériel d'usage, équipement, etc ...

15.5. PERSPECTIVES

- allouer un budget conséquent au secteur de la justice ;
- réhabiliter et construire des bâtiments judiciaires et pénitentiaires ;
- rendre fonctionnel les centres d'études et de documentation juridiques ;
- réformer le cadre légal et clarifier les procédures pour pallier aux lenteurs judiciaires et dans l'exécution des décisions rendues ;
- accorder un salaire encourageant pour freiner les défections des cadres compétents ;
- traduire les textes de loi en Kirundi et veiller à leur diffusion.

CHAPITRE XVI : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

Secteurs	Atouts	Contraintes	Solutions
1. Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Terres grandes et fertiles - Gamme variée de spéculations 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'intrants agricoles - Manque d'encadrement technique et financier 	<ul style="list-style-type: none"> - Varier les spéculations en orientant la recherche vers des cultures - Former (recycler) les encadreurs agricoles
2. Elevage	<ul style="list-style-type: none"> - Climat favorable à l'élevage - Existence de pâturages 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'encadrement - Manque de centre de santé, de pharmacie vétérinaire - Présence des vecteurs (mouches) causant des maladies - Terres non favorables aux cultures fourragères : présence des insectes ravageurs - Les pâturages sèchent vite pendant la saison sèche 	<ul style="list-style-type: none"> - Relancer l'encadrement - Introduire les infrastructures d'élevage - Promouvoir les cultures fourragères résistantes aux insectes ravageurs - Multiplier les pharmacies vétérinaires
3. Pêche et Pisciculture			
3.1. Peche	Elle n'est pas pratiquée dans la commune		
3.2. Pisciculture	Existence des lieux pour l'installation des étangs piscicoles	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvais état des étangs piscicoles existants - Manque d'encadrement 	<ul style="list-style-type: none"> - Multiplier les installations des états piscicoles - Réhabiliter les étangs piscicoles en mauvais état - Relancer l'encadrement piscicole
4. Forêts	Existence des terres à reboiser	<ul style="list-style-type: none"> - La faible capacité institutionnelle en matière de gestion et d'aménagement des forêts ainsi que la défaillance au niveau de la 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités institutionnelles en matière de gestion de forêts - Renforcer les capacités humaines, matérielles et

		coordination intersectorielle - Le manque de personnel de moyens matériels et financiers - Manque de structuration de la filière bois - Déboisement illicite - Pratique de feux de brousse - La non disponibilité de semences pour les pépiniéristes	financières - Sensibiliser la population sur les conséquences désastreuses de déboisement et des feux de brousse - Mettre en place un système participatif de surveillance du déboisement - Former les pépiniéristes communautaires
5. Géologie, Mines, Minerais et Carrière	-	-	-
6.Habitat	Existence des terrains pour bâtir	- Manque des matériaux de construction - Pas de politique claire en matière de promotion de l'habitat	Promouvoir et mettre en place une politique nationale de l'habitat.
7.Approvisionnement en eau	-Existence des sources d'eau dans le sous-sol	- Manque de financement - Manque d'équipement et formation technique aux fonteniers - La non re dynamisation de la régie communal de l'eau	- Réhabiliter les infrastructures d'eau détruits et non fonctionnelles - Aménager de nouvelles structures d'eau - Sensibiliser la population à la bonne utilisation, à la prise en charge de l'entretien et à la gestion des installations d'eau - Rechercher les financements pour appuyer les services de RCE
8. Energie	- Existence de cours d'eau pour la construction d'un barrage sur Malagarazi	Manque de sources d'énergie renouvelable Manque de barrages	Construire de petits barrages sur la Musasa et la Ruvyironza
9. Industrie			

10. Artisanat	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de différents types d'artisanat 	<ul style="list-style-type: none"> - Le manque d'encadrement institutionnel et technique - Insuffisance de formation, de perfectionnement et de qualifications des artisans - Insuffisance des ressources humaines, matériels et financières <ul style="list-style-type: none"> - Absence de marché pour y écouler les produits artisanaux - L'accès difficile des artisans au micro-crédit et au marché 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer des capacités du personnel chargé de l'encadrement des artisans en matière de gestion, d'animation et d'organisation - Améliorer le système d'approvisionnement en matières premières - Promouvoir la micro-entreprise à travers la dynamisation des activités artisanales - Promouvoir l'octroi des micro-crédits aux petits entrepreneurs potentiels artisanaux - Organiser l'écoulement des produits artisanaux par l'exposition
11. Santé	<ul style="list-style-type: none"> - Dynamisme et disponibilité du personnel soignant - Présence d'ONGs 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'infrastructure sanitaire - Le manque du personnel soignant et des produits de soins - Manque d'équipement sanitaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction des infrastructures sanitaires et les équiper - Renforcer le personnel soignant et qualifié - Recruter le personnel soignant en suffisance
12. Education	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'enfants à l'âge scolaire, - Le désir ou l'engouement des parents d'envoyer leurs enfants à l'école, - Gratuité scolaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'infrastructures scolaires, des équipements de matériel didactique et d'enseignements et le mauvais état de certains bâtiments scolaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - créer d'autres écoles primaires - Créer des infrastructures secondaires - Réhabiliter les bâtiments scolaires qui sont en mauvais état - Recruter les enseignants qualifiés - Equiper les établissements scolaires - Approvisionner les établissements scolaires en eau potable

13. Jeunesse, Sport et Culture	-Existence des terrains de jeux de football et volley-ball, - Présence dans la commune d'un centre culturel	-Manque ou inefficacité des structures d'appui à l'insertion économique des jeunes <ul style="list-style-type: none"> - Manque ou insuffisance de concertation et de collaboration entre les associations - Manque d'encadrement sportif bien organisé et diversifié <ul style="list-style-type: none"> - Manque d'encadrement sportif bien organisé et diversifié 	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir la culture et le sport ; -Equiper le centre culturel existant en matériel, <ul style="list-style-type: none"> - Re dynamiser les sports pratiqués et promouvoir d'autres - Renforcer l'encadrement de la jeunesse par les activités génératrices des revenus - Former les jeunes à l'entrepreneuriat - Promouvoir les activités culturelles à travers des clubs de jeunes - Promouvoir les activités à travers des clubs de jeunes
14. Justice	-Existence du personnel judiciaire en suffisance	-Manque de personnel qualifié <ul style="list-style-type: none"> - Lenteur au niveau de l'exécution des dossiers jugés et clôturés - Insuffisance de matériel d'usage et équipement - Conditions de travail très précaires - Délabrement et vétusté des locaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Allouer un budget conséquent au secteur de la justice - Réhabiliter et construire des bâtiments judiciaires et pénitentiaires - Rendre fonctionnel les centres d'études et de documentation) - Traduire les textes en Kirundi -Accorder un salaire encourageant pour freiner les défection des cadres compétents

15. Commerce	- Existence de marchés	-Les marchés sont en mauvais état - Toutes les pistes de la commune sont en mauvais état	- Réhabiliter les marchés et les pistes qui sont en mauvais état
16. Institutions financières	-Existence des personnes capables de faire l'épargne dans les institutions financières	-Moins d'institutions financières	-Implanter les institutions financières
17. Transport et Communication		-Toutes les pistes de la commune sont en mauvais état -Manque des institutions financières -Manque des moyens de communication	-Chercher des fonds pour réhabiliter les pistes de la commune -Implanter les réseaux de communication

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La commune Giharo est limitée Nord par les communes de Nyabitsinda et Kinyinya de la province Ruyigi, au Sud par se trouve la Cmmune Bukemba où se jette la rivière Malagarazi et au nord –est se trouve la rivière Rumpungwe, à l'Est par le République Unie de la Tanzanie, à l'Ouest par la Commune Mpinga-Kayove, spécialement la chaîne de Nkoma.

Elle s'étend sur une superficie de 585,86 km², soit 30% de la superficie de la province et 2,10% de celle du pays. Son chef-lieu est Kabingo dans la zone de Butezi.

Sa population est estimée à 61597 habitants en 2005, soit 21,11% de la population la province Rutana et 0,80% de celle du pays. Sa densité de 105 habitants /km² se compte parmi les plus faibles du pays.

La commune Giharo s'étend dans son ensemble sur une région naturelle du Moso. Le régime pluviométrique de 1175mm dans le Moso en temps normal, fait apparaître une saison sèche de quatre mois et une saison des pluies d'octobre en avril avec un maximum en avril et un minimum en janvier. Les températures varient de 14-28°C au cours de l'année.

Sur le plan administratif, la commune comprend 4 zones, à savoir : Butezi, Gakungu, Giharo et Muzye. Ces zones sont subdivisées à leur tour en 31 collines de recensement.

Sur le plan agricole, la commune à l'instar de la province, a connu ces dernières années une sécheresse qui a entraîné une baisse considérable de la production agricole. Cette baisse de production a engendré la famine dans la province.

Parmi les cultures industrielles produites dans la province, le coton requiert une attention particulière compte tenu des potentialités de son développement dans la région du Moso.

Beaucoup d'efforts restent à fournir au niveau des élevages bovins de type traditionnel, mais surtout au niveau des élevages à cycle court, seule source de développement rapide des protéines d'origine animale.

La commune jouit des certaines potentialités, relevées ci-haut, qui constituent un ensemble d'atouts à son développement socio-économique.

Malgré ces performances apparentes, l'élan de développement semble s'arrêter à cause de plusieurs contraintes auxquelles se butte la commune. Parmi ces obstacles on peut retenir, entre autres : la dégradation des routes et d'autres moyens de communication ; le manque des moyens de transport, l'insuffisance de l'énergie électrique des pièces de rechange, et de carburant ; l'absence de crédit et des intrants agricoles; la dégradation de beaucoup d'autres infrastructures de base dans tous les secteurs de l'économie communale.

A cet effet, les potentialités disponibles ne peuvent profiter à la population que dans la mesure où ces contraintes citées ci-haut étaient supprimées. Pour y parvenir et opérer de changements dans la vie économique de la commune. Il faudra entreprendre quelques actions dont les principales sont :

1. Assurer la distribution des intrants agricoles, vétérinaires aux agri-éleveurs à temps et aux prix rémunérateurs ;
2. Favoriser l'octroi de crédits aux associations et groupements des producteurs en allégeant les conditions d'octroi et celles de remboursement ;
3. Réhabiliter et renforcer les centres semenciers et les infrastructures zoo-sanitaires existant, mais abandonnés ;
4. Encourager le personnel d'encadrement de tous les secteurs en leur assurant des salaires décents et en les motivant par l'amélioration des conditions de travail ;
5. Réhabiliter et renforcer les infrastructures de base ;
6. Appuyer l'organisation des coopératives et associations paysannes ;
7. Initier un programme de reboisement dans les zones menacées par les érosions, la déforestation massive à cause de l'utilisation de bois de chauffe et de charbon de bois ;
8. Associer à l'action de développement agricole, pastorale et forestier, une amélioration et renforcement des structures d'autres secteurs tels que l'énergie, l'éducation, les transports et tant d'autres qui ont un impact dans le bien-être matériel et social de la population.

Les perspectives de développement de cette province doivent se baser sur l'agriculture.

La stratégie agricole sera orientée vers l'intensification de la production des cultures vivrières et de l'élevage pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et au besoin de constituer des réserves stratégiques à long terme et vers le reboisement dans certaines parties de la commune.

Les cultures tels que le palmier à huile, l'arachide et l'ananas devront également être encouragés pour permettre l'installation des agro-industries et de générer des emplois.

BIBLIOGRAPHIE

1. PNUD : La pauvreté au Burundi : le poids de la disparité 1998.
2. PAS : Cadre stratégique intérimaire de lutte contre la pauvreté au Burundi ; document synthèse sur le diagnostic des conditions de vie et de pauvreté 2001.
3. Ministère de l'action sociale et de la promotion de la femme : Politique sectorielle du ministère 2002-2004, 2002.
4. ISTEEBU : Information du système d'information statistique sur la population au Burundi.
5. PNUD/PRRSLP : Plan opérationnel intégré de réintégration/réhabilitation des sinistrés et de lutte contre la pauvreté 2006.
6. Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique : Découpage administratif du Burundi 2005.
7. Banque Mondiale : Enquête participative sur la pauvreté au Burundi 1998.
8. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage : Rapport de réflexion sur le crédit agricole au Burundi 1998.
9. Gouvernement de la République du Burundi : Programme d'urgence 2006.
10. PAS : Evaluation des initiatives à la base 2000.
11. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions du secteur de la santé et des services connexes.
12. MISP/Département de la population : Estimation de la population burundaise par sexe et par groupes d'âge quinquennaux selon les circonscriptions administratives (provinces et communes 2005).
13. ISTEEBU : Base de données pour les indicateurs du développement humain durable 1990-2000, mai 2002.
14. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Agriculture et Développement du monde rural 2000.
15. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions de réinsertion et de réinstallation des sinistrés 2000.
16. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Education et services connexes 2000.
17. Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique ; Rép. du Burundi- IFES-USAID- Bujumbura- Janvier 2005 : Découpage Administratif du Burundi.
18. DPAE/Rutana: Rapport annuel 1995.
19. MISP/PDCLCP : Plan triennal de développement socio-économique de la province de Rutana (2001-2003) ; août 2000.
20. HCR
21. Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction : Population Burundaise de 1990 à 2003 : Estimation Projet BDI/99/P04-Appui à l'Elaboration et la mise en Oeuvre de la Politique Nationale de Population.
22. Ministère de la Planification du Développement et de Reconstruction : appui à la prise en compte des questions de Population dans les Programmes de développement : Population Burundaise en 2003.
23. OCIBU- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
24. OTB- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
25. COGERCO- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
26. SOGESTAL : Rapports Annuels 2003 ; 2004 ; 2005.

ANNEXES

ATELIER PROVINCIAL DE VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE DE LA PROVINCE RUTANA

Rutana, le 03 août 2006

PROCES VERBAL

L'an deux mille six, le jeudi, trois août, se sont réunis autour du Gouverneur de la province Rutana, tous les responsables sectoriels provinciaux dont la liste est en annexe, tous les administrateurs communaux, l'antenne provinciale du Plan à Rutana et une équipe du Programme d'Appui à la Gouvernance, Sous Programme Planification Locale, pour procéder à la restitution et à la validation technique des projets de monographies communales et provinciale.

Cette validation est intervenue après plusieurs corrections des documents provisoires.

Une journée de travail regroupant chaque sectoriel provincial et ses agents communaux a précédé la présente session de validation officielle.

Après présentation des corrections, amendements aux textes initiaux et enrichissements apportés par les différents responsables sectoriels et administrateurs, les participants à l'atelier provincial de validation ont adopté le fond et la forme des documents présentés.

Les documents validés sont :

1. La monographie de la commune Bukemba
2. La monographie de la commune Giharo
3. La monographie de la commune Gitanga
4. La monographie de la commune Mpinga-Kayove
5. La monographie de la commune Musongali
6. La monographie de la commune Rutana
7. La monographie de la province Rutana

Fait à Rutana, le 03 août 2006

L'Antenne provinciale
du Plan


NIBIKOURA Félicien

VNU Spécialiste représentant le SPPI.













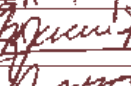





ESSOTINA Tchagnaou











Le Gouverneur de la Province Rutana

Madame KARARUFISE Marcelline



**LISTE DES RESPONSABLES PROVINCIAUX ET COMMUNAUX
AYANT PARTICIPE A LA VALIDATION DES MONOGRAPHIES
COMMUNALES ET PROVINCIALE DE RUTANA**






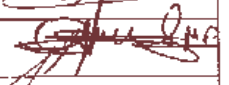












N°	Nom et Prénoms	Fonction	Secteur analysé	Signature
1	BARARUFISE Marcelline	Gouverneur	Toutes les monographies	
2	NIYUNGEKO Joseph	Conseiller Economique du Gouverneur	Transport et Communication	
3	CISHAHAYO Edouard	Conseiller Socio-Culturel du Gouverneur	Jeunesse et Sport	
4	SINDAMUKA Jonas	Responsable Provincial CDF	Action Sociale	
5	BITANGIMANA Valérie	Coordinatrice Provinciale de l'Enseignement des Métiers	Industrie et Artisanat	
6	CISHAHAYO Protais	Président TGI	Justice	
7	NKESHIMANA Amani Emile	Inspecteur des Finances Communales	Commerce et Services	
8	SINZUMUSI Anicet	Chargé de la Planification Scolaire	Education	
9	NTINESIWA Philippe	Forestier Provincial	Forêts	
10	NKURUNZIZA Didace	Responsable de Secteur Pêche et Pisciculture	Pêche et Pisciculture	
11	ZAKANA Nicélathe	Chef de service de la production végétale	Agriculture	
12	SINDAYE Michel	CP/RCE	Eau et Energie	
13	NDAYIZEYE Léonidas	Responsable REGIDESO	Eau et Energie	
14	NIBIKORA Félicien	APP	Description Physique	
15	KARAHAMBERE Godofroid	Chef sectoriel Habitat	Habitat	
16	KARIKURUBU Charles	Chef Sectoriel	Tourisme et Hôtellerie	
17	GATERETSE Prosper	Responsable Provincial Génie Rural	Transport et Communication	

18	NDITJE Melchiade	Gestionnaire du BPS	Santé	
19	KANYEGERI Cassien	DPAE	Agriculture	
20	BUTUNAGU Helménégilde	Vétérinaire provincial	Elevage	
21	NIYONSAVYE Fidélité	Chef de secteur santé	Santé	
22	NIYONGABO Protais	Administrateur Commune Bukemba	Monographie Communale Bukemba	
23	BAHIZI Gilbert	Administrateur Commune Musongati	Monographie Communale Musongati	
24	BAGWIRE Pétronie	Administrateur Commune Mpinga	Monographie Communale Mpinga	
25	MINANI Gaspard	Administrateur Commune Gitanga	Monographie Communale Gitanga	
26	NDAYIRAGIYE Juvénal	Administrateur Commune Rutana	Monographie Communale Rutana	
27	BAMBONEYEHO Siméon	Administrateur Commune Giharo	Monographie Communale Giharo	

**LISTE DES CADRES COMMUNAUX AYANT PARTICIPE A LA CORRECTION
DES DOCUMENTS AVANT VALIDATION OFFICIELLE**

Rutana, le 02/08/2006

N°	Nom et Prénoms	Fonction	Signature
1	NDIKUMASABO Vincent	Chargé de carte scolaire Gitanga	
2	NMUBONA J. Bosco	Chargé de carte scolaire Rutana	
3	NDIMBANE Cyrille	Chargé de carte scolaire Musongati	
4	TANGISHAKA Mathieu	Chargé de carte scolaire Mpinga	
5	MUGABARAHEBA Ildephonse	Responsable Action Aid	
6	NGENZIRABONA Jean	Chargé de carte scolaire Giharo	
7	BIRAZUNGURUKA Martin	Chargé de carte scolaire Bukemba	
8	BAYISABE Ildephonse	Comptable communal de Rutana	
9	NDAYIRAGIJE Juvénal	Comptable communal Mpinga	
10	NDIKURIYO Jean	Comptable communal Gitanga	
11	NLIMBERE Jeannine	Comptable communal Bukemba	
12	NDIHOKUBWAYO Ruth	Caissière Rutana	
13	MUZIZE Jean- Bosco	Comptable communal Journaliste	
14	ZAKANA Zacharie	Forestier communal Gitanga	
15	MUKEGNA Onesphore	Forestier communal Rutana	
16	NDUWAYO Nestor	Forestier communal Bukemba	
17	NTIRAPEBA Léonidas	Forestier communal Giharo	
18	NZFYIMANA Désiré	Forestier communal Musongati	
19	MINANI Edmond	Forestier communal Mpinga	
20	NDAYIRAGIJE Sylvestre	Vétérinaire communal de Gitanga	
21	NDUWAYEZU Richard	Vétérinaire communal Rutana	
22	NIYONKURU Gilbert	Vétérinaire communal Giharo	
23	NIHENDE Emile	Vétérinaire communal Mpinga	
24	NDAYIRAGIJE Boniface	Vétérinaire communal Musongati	
25	BAZIRUBUSA Vénérand	Agronome communal	

		Rutana	
26	NGENDAKUMANA Gérard	Agronome communal Gitanga	
27	KAVAKURE Emmanuel	Agronome communal Bukemba	
28	NGENZIMINWE Désiré	Agronome communal Musongati	
29	NIYIZIGAMA Nestor	Agronome communal Mpinga	
30	NDAYISHIMIYE J.Claude	Agronome communal Giharo	
31	RURIHAFI Joseph	Fontainier communal Bukemba	
32	NIJIMBERE Séverin	Fontainier communal Gitanga	
33	NYANKA Benoît	Fontainier communal Musongati	
34	RWEGO Pascal	Fontainier communal Giharo	
35	MPFAYOKURERA Melchiad	Fontainier communal Mpinga	
36	NDIKUMANA Come	Fontainier communal Rutana	
37	KAZAGE Exupéry	TM TPO	
38	BIGIRIMANA Savin	TPS Musongati	
39	NDAYATUKE Fidèle	TPS Musongati	
40	BIGIRINDANVYI Anastasic	PAM	
41	NKURUNZIZA Bonoface	TPS Bukemba	
42	NDUWIMANA Bercumas	TPS Giharo	
43	NIMPAYE Félix	TPS Gitanga	
44	NDIKURIYO Aloys	TPS CPPS BPS	
45	MAZOYA J. Bosco	TPS Rutana	